

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 3419

[C — 27540]

31 OCTOBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
portant exécution du décret du 11 septembre 1985

organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu le traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 100 et 235;

Vu la Directive 85/337 du conseil des Communautés européennes du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'environnement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement, du ministre de l'Aménagement du territoire, de la Recherche, des Technologies et des Relations extérieures, du ministre des Affaires intérieures chargé des pouvoirs locaux, des travaux subsidiés et de l'eau, et du ministre de l'Emploi chargé de la Rénovation rurale, de la conservation de la nature et des Zones industrielles,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions et généralités

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Le décret : le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;

2° Le conseil : le Conseil wallon de l'environnement;

3° Le ministre compétent : le ou les ministres de la Région wallonne qui ont dans leurs attributions la ou les matières, auxquelles se rattache l'autorisation requise;

4° L'administration compétente : le ou les services du ministère de la Région wallonne compétents pour les matières auxquelles se rattache l'autorisation requise, ou de l'autorité publique compétente pour ces matières;

5° L'administration communale; l'administration communale ou les administrations communales sur le territoire desquelles le projet doit être exécuté;

6° L'Exécutif : l'Exécutif régional wallon;

7° L'auteur d'étude : la personne qui réalise une étude d'incidences sur l'environnement.

8° La commission consultative de l'Aménagement du Territoire compétente : la commission consultative communale de l'aménagement du territoire ou à défaut la commission régionale de l'aménagement du territoire.

Art. 2. Tout avis du conseil doit être notifié à l'autorité qui le sollicite dans les quarante-cinq jours à dater de la réception de la demande d'avis. Ce délai est suspendu pendant les mois de juillet et août.

Sauf dans les cas visés à l'article 11, § 2, du décret, le Conseil est censé donner un avis favorable.

Les alinéas 1er et 2 sont applicables à défaut de disposition contraire dans le présent arrêté.

CHAPITRE II. — Des actes administratifs soumis au système d'évaluation des incidences sur l'environnement

Art. 3. La délivrance des actes administratifs suivants est subordonnée à la mise en oeuvre du système d'évaluation des incidences sur l'environnement prévu par le décret :

1° les autorisations requises en vertu du titre premier, chapitre premier du Règlement général pour la protection du travail;

2° les permis de bâtir et les permis de lotir requis en vertu des articles 43, 45 et 53 du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme;

3° les permis d'extraction requis en vertu du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières;

4° les concessions de mines requises en vertu du décret du 7 juillet 1988 sur les mines;

5° les permis de valorisation de terrils requis en vertu du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation de terrils;

6° les autorisations pour l'implantation et l'exploitation d'une décharge contrôlée, d'un dépôt ou d'une installation de traitement de déchets, requises en vertu de l'article 19 du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;

7° les autorisations relatives aux circuits ou terrains utilisés de façon permanente pour l'organisation de courses, d'entraînements et d'essais de véhicules automoteurs, requises en vertu de l'arrêté royal du 10 juin 1976 réglant l'organisation de courses, d'entraînements et d'essais de véhicules automoteurs.

CHAPITRE III. — Du système d'évaluation des incidences sur l'environnement, lorsque plusieurs autorisations sont requises

Art. 4. Lorsqu'un projet dont plusieurs éléments sont situés sur une même zone géographique et sont fonctionnellement liés entre eux, requiert plusieurs autorisations, ce projet est soumis à un seul système d'évaluation des incidences sur l'environnement.

L'unicité du système d'évaluation visé à l'alinéa 1er n'est appliquée que pour autant que le demandeur introduise simultanément auprès des différentes autorités compétentes une notice d'évaluation préalable unique.

La notice d'évaluation unique reprend l'ensemble des indications qu'auraient dû comporter les différentes notices d'évaluation, ou tout document en tenant lieu, si les demandes avaient été introduites séparément.

La notice d'évaluation fait explicitement référence au présent article.

Art. 5. Lorsqu'un projet est soumis à un seul système d'évaluation des incidences sur l'environnement, ce système implique :

- 1° l'organisation d'une seule consultation du public préalable à l'établissement de l'étude d'incidences dans les cas visés à l'article 12, § 2, du décret;
- 2° l'établissement d'une seule étude d'incidences;
- 3° l'organisation après la réalisation de l'étude d'incidences, d'une seule procédure d'avis;
- 4° l'établissement d'un seul rapport d'incidences sur l'environnement.

Art. 6. Si plusieurs autorités compétentes prescrivent l'établissement d'une étude d'incidences et si les conditions définies à l'article 4 sont remplies, une seule de ces autorités désignée conformément aux alinéas 2 et 3 instruit la procédure;

Dans ce cas, le ministre compétent, ou à défaut la députation permanente, ou à défaut le fonctionnaire délégué exerce les attributions dévolues à l'autorité compétente.

Si plusieurs ministres sont concernés, l'Exécutif décidera lequel exercera les attributions de l'autorité compétente.

Le présent article n'est plus applicable dès le dépôt du rapport d'incidences.

CHAPITRE IV. — De la notice d'évaluation préalable et de l'étude d'incidences en général

Art. 7. Toute demande d'autorisation comporte, en deux exemplaires, une notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement.

Le demandeur d'autorisation remplit à cet effet le formulaire dont le modèle figure en annexe Ier.

Le document de demande d'autorisation, accompagné de ses annexes, constitue la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement, en ce qui concerne les autorisations suivantes :

- 1° les permis de valorisation de terrils requis en vertu du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation de terrils;
- 2° les autorisations pour l'implantation et l'exploitation de décharges contrôlées en vertu du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;
- 3° les concessions de mines requises en vertu du décret des mines du 7 juillet 1988;
- 4° les permis d'extraction requis en vertu du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières.

Art. 8. § 1er. Dès réception de la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement, l'autorité compétente en adresse un exemplaire à l'administration compétente. Elle informe celle-ci de toute demande d'information complémentaire. Dans le cas d'un projet soumis à un seul système d'évaluation des incidences sur l'environnement, chaque autorité compétente pour statuer sur la demande d'autorisation dont elle a à connaître adresse un exemplaire de la notice à l'administration compétente pour cette demande.

§ 2. Dès réception des informations complémentaires visées à l'article 10, § 3, du décret, l'autorité compétente en adresse copie à l'administration compétente. Dans le cas d'un projet soumis à un seul système d'évaluation des incidences sur l'environnement, chaque autorité compétente adresse un exemplaire des informations complémentaires à l'administration compétente.

§ 3. L'administration compétente examine si la demande d'autorisation vise un projet repris en l'annexe II ou si d'autres raisons pourraient justifier l'imposition d'une étude d'incidences. Elle fait rapport à ce sujet à l'autorité compétente dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la notice d'évaluation préalable ou des informations complémentaires.

§ 4. Lorsque sur avis de l'administration compétente l'autorité compétente juge qu'un projet visé à l'annexe II est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'entités territoriales voisines, elle transmet à ces entités, pour information, la notice d'évaluation préalable.

CHAPITRE V. — Du système de normes d'évaluation

Art. 9. Est soumis de plein droit à la réalisation d'une étude d'incidences.

1° tout projet visé à l'annexe II et faisant l'objet d'une demande d'au moins un des actes administratifs visés à l'article 3, pour autant que cette demande ait l'un des objets suivants :

- a) la création d'un nouveau projet;
- b) le renouvellement d'une autorisation relative à une installation existante;
- c) l'augmentation de capacité d'une installation existante de plus du cinquième de la capacité initiale et entraînant le dépassement de la capacité indiquée comme seuil dans l'annexe précitée.

2° toute demande de permis de bâtir pour une installation destinée à la production, à l'enrichissement ou au retraitement des combustibles nucléaires et soumise à permis de bâtir ainsi que pour toute installation industrielle pour la collecte et le traitement des déchets radioactifs et soumise à permis de bâtir.

Si pour les projets autres que ceux visés au paragraphe 1er, 1°, l'autorité compétente décide qu'une étude d'incidences doit être réalisée, cette décision doit être spécialement motivée.

L'autorité compétente fait part de sa décision de faire réaliser une étude d'incidences et de ses exigences quant au contenu de celle-ci, au demandeur d'autorisation et à l'administration compétente.

CHAPITRE VI. — Des auteurs d'études d'incidences

Section Ière. — De l'agrément et du retrait d'agrément des auteurs d'études d'incidences

Art. 10. L'agrément des auteurs d'études d'incidences est octroyé pour l'une ou plusieurs des catégories de projets suivants :

- aménagement du territoire, grandes infrastructures de transport et barrages.
- aménagement du territoire, projets de dimension moyenne en particulier les équipements et aménagements ruraux et de loisirs.
- aménagement du territoire, urbanisme.
- mines et carrières.
- processus industriels relatifs à l'énergie.

- processus industriels de transformation de matières.
- traitement et stockage des déchets.
- permis liés à l'exploitation agricole.

Art. 11. Toute personne physique ou morale peut introduire une demande d'agrément. Cette demande doit être introduite simultanément auprès du ministre ayant l'environnement dans ses attributions et du directeur général de l'administration des ressources naturelles et de l'environnement.

Art. 12. La demande d'agrément comporte les indications suivantes :

- 1° les nom et adresse du demandeur;
- 2° s'il s'agit d'une société ou d'une association, une copie des statuts ainsi que la liste des administrateurs ou des gérants;
- 3° les titres, qualifications et références du demandeur et de ses collaborateurs éventuels;
- 4° les moyens techniques dont le demandeur dispose;
- 5° les catégories de projets définies à l'article 10 pour lesquelles le demandeur est susceptible de réaliser des études d'incidences.

Au cas où la demande a trait à un renouvellement d'agrément, elle est, en outre, accompagnée de la liste des études d'incidences que le demandeur a réalisées ainsi que des éventuels cas de récusation intervenus depuis la précédente décision d'agrément.

Art. 13. Dans les dix jours de la réception de la demande, l'administration notifie au demandeur, par lettre recommandée à la poste, un accusé de réception ou l'informe, dans les mêmes conditions, que sa demande n'est pas recevable. A défaut de notification dans le délai indiqué, la demande est réputée recevable.

Art. 14. Dès qu'une demande est déclarée ou réputée recevable, l'administration la soumet pour avis au conseil.

Art. 15. Sur la proposition du directeur général des ressources naturelles et de l'environnement, le ministre statue sur la demande d'agrément, par une décision motivée et notifiée au demandeur dans les trente jours de la réception de l'avis du conseil ou, à défaut, de la date à laquelle le conseil est réputé avoir émis un avis favorable.

La décision d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

Art. 16. La décision d'agrément fixe les catégories de projets définies à l'article 10 pour lesquelles le bénéficiaire de la décision est susceptible de réaliser des études d'incidences;

Art. 17. En cas de modification d'un des éléments indiqués dans la demande d'agrément conformément à l'article 12, l'auteur agréé en avise immédiatement, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, le directeur général des ressources naturelles et de l'environnement. Si celui-ci juge que les modifications indiquées sont de nature à modifier la décision d'agrément, il avertit, dans les trente jours, l'auteur agréé, par lettre recommandée à la poste.

L'auteur agréé dispose, à dater de la réception de cet avertissement, d'un délai de soixante jours pour notifier au directeur général des ressources naturelles et de l'environnement les mesures qu'il envisage pour rencontrer les inconvénients desdites modifications.

Art. 18. Lorsqu'il juge médiocre une étude d'incidences, le ministre ayant l'environnement dans ses attributions peut, après avoir pris l'avis du conseil et par décision motivée et notifiée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, adresser à l'auteur agréé un avertissement.

Art. 19. Le ministre ayant l'environnement dans ses attributions peut, par décision motivée, procéder au retrait d'agrément temporaire ou définitif en qualité d'auteur d'études d'incidences ou en modifier les conditions :

- 1° dans le cas visé à l'article 17, lorsque les mesures destinées à rencontrer les inconvénients des modifications signalées sont jugées insuffisantes;
 - 2° lorsqu'après une décision telle que visée à l'article 18, la même situation se présente à nouveau.
- La décision de retrait ou de modification des conditions d'agrément ne peut être prise qu'après avis du conseil, et l'auteur agréé dûment entendu ou convoqué par celui-ci.

La décision est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

Lorsque l'agrément est retiré à un auteur d'études, celui-ci n'est plus autorisé à contracter de nouveaux engagements dont l'objet serait l'élaboration d'une étude d'incidences.

L'alinéa 4 s'applique également en cas de décision motivée de refus de renouvellement d'agrément; par contre, elle ne s'applique pas en cas d'extinction, par arrivée au terme, d'un agrément pour lequel la demande de renouvellement n'a pas encore fait l'objet d'une décision.

Section II. — Du choix de l'auteur d'une étude d'incidences

Art. 20. Le demandeur d'autorisation choisit l'auteur de l'étude d'incidences qu'il doit faire réaliser, parmi les personnes agréées en qualité d'auteurs d'études d'incidences pour la catégorie à laquelle son projet se rattache conformément à l'article 10.

Il notifie immédiatement son choix, par pli recommandé à la poste :

- 1° à l'autorité compétente;
 - 2° au Ministre compétent;
 - 3° au Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions lorsqu'il ne correspond pas au 1° et au 2°.
- Il notifie également son choix au Conseil par pli ordinaire.

Section III. — De la récusation d'une personne choisie en qualité d'auteur d'une étude d'incidences

Art. 21. Toute personne choisie en qualité d'auteur d'une étude d'incidences peut être récusée si elle se trouve dans des conditions susceptibles de mettre en cause l'indépendance de l'exercice de sa mission.

Art. 22. Chacune des autorités visées à l'article 20, alinéa 2, peut proposer la récusation d'une personne choisie en qualité d'auteur d'une étude d'incidences.

La récusation ne peut être proposée que dans les quinze jours de la réception du pli visé à l'article 20, alinéa 2.

Art. 23. La proposition de récusation est motivée.

Elle est notifiée à la personne choisie en qualité d'auteur de l'étude, par pli recommandé à la poste avec accusé de réception. En même temps, une copie en est adressée au demandeur d'autorisation et aux autres instances visées à l'article 20.

Art. 24. La personne choisie en qualité d'auteur de l'étude fait, au bas de l'acte de récusation, une déclaration écrite portant son acquiescement à la récusation ou son refus d'être récusée, avec ses réponses aux motifs de récusation.

Elle notifie cette déclaration à l'autorité qui a proposé la récusation au demandeur et aux instances visées à l'article 20, par pli recommandé à la poste avec accusé de réception dans les huit jours de la réception de l'acte de récusation. A défaut, elle est réputée acquiescer à la récusation.

En cas d'acquiescement, le demandeur d'autorisation choisit un autre auteur d'études, conformément à l'article 20.

Art. 25. Lorsque la personne choisie en qualité d'auteur de l'étude refuse la récusation, l'autorité qui a proposé celle-ci doit saisir le président de l'Exécutif, dans un délai de huit jours à dater de la réception de la déclaration visée à l'article 24.

A défaut l'autorité qui a proposé la récusation est réputée se ranger aux arguments de l'auteur d'études d'incidences.

Dans les cinq jours de la réception de la demande de l'autorité qui a proposé la récusation, le président de l'Exécutif sollicite l'avis du conseil. Celui-ci donne son avis après avoir donné à l'autorité qui a proposé la récusation, à la personne choisie en qualité d'auteur de l'étude et au demandeur d'autorisation ou à leurs représentants, la possibilité d'être entendus. Le conseil transmet son avis au président de l'Exécutif dans les vingt jours, faute de quoi il est censé avoir rendu un avis défavorable à la récusation.

Art. 26. L'Exécutif statue, par décision motivée, dans les quarante jours de la date à laquelle il a été saisi, faute de quoi il est censé ne pas admettre la récusation.

La décision est notifiée sans délai à la personne choisie en qualité d'auteur de l'étude, au demandeur d'autorisation et aux instances visées à l'article 20.

En cas d'acquiescement, le demandeur d'autorisation choisit un autre auteur d'études, conformément à l'article 20.

CHAPITRE VII. — De la consultation du public préalable à l'étude d'incidences, pour les projets envisagés par des personnes de droit public

Art. 27. § 1er. Pour les projets envisagés par des personnes de droit public, l'étude d'incidences est précédée d'une phase de consultation du public organisée conformément aux dispositions du présent chapitre.

§ 2. Les entreprises publiques exerçant leur activité en concurrence avec des personnes de droit privé visées à l'article 12, § 2, alinéa 3, du décret, peuvent introduire une demande de dérogation auprès du Ministre ayant l'environnement dans ses attributions.

La demande est jointe au pli recommandé visé à l'article 20, alinéa 2.

Une copie en est adressée, par pli ordinaire, aux instances visées par cette disposition.

Le ministre ayant l'environnement dans ses attributions statue par une décision motivée dans les trente jours à dater de la réception de la demande. L'absence de décision notifiée dans ce délai est réputée constituer une décision de rejet de la demande.

Art. 28. En ce qui concerne les projets pour lesquels la dérogation visée à l'article 27, § 2, n'a pas été sollicitée ou accordée, le demandeur d'autorisation transmet à l'administration communale un dossier comportant les documents suivants :

- 1° la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement;
- 2° la décision prescrivant l'établissement d'une étude d'incidences et en déterminant le contenu;
- 3° une copie de la lettre par laquelle le demandeur d'autorisation notifie son choix de l'auteur de l'étude.

Art. 29. Dans les huit jours de la réception des documents visés à l'article 28, et pendant une durée de trente jours, l'administration communale affiche des avis conformes au modèle figurant en annexe III :

- 1° aux endroits habituels d'affichage;
- 2° à trois endroits proches du lieu où le projet doit être réalisé, le long d'une voie publique carrossable ou de passage.

Les avis sont imprimés en noir sur papier de couleur jaune; ils ont au moins 35 dm².

Pendant toute la durée de leur exposition, les avis doivent être parfaitement visibles et lisibles.

Art. 30. Pendant trente jours à dater du début de l'affichage, les documents visés à l'article 29 peuvent être consultés à l'administration communale, aux heures d'ouverture des bureaux.

Art. 31. Entre le sixième et le quinzième jour à dater du début de l'affichage, l'administration communale organise une réunion d'information à laquelle la population est invitée.

Sont également convoqués à la réunion et peuvent s'y faire représenter :

1. le demandeur d'autorisation;
2. l'auteur de l'étude;
3. l'autorité compétente;
4. l'administration compétente;
5. le conseil, qui peut y déléguer deux de ses membres au plus.

La réunion a pour but :

- 1° de permettre au demandeur en autorisation de présenter le projet;
 - 2° de permettre à la population de s'informer et d'émettre des suggestions relatives au projet.
- Le bourgmestre ou son représentant préside la réunion et en dresse le procès-verbal.

Art. 32. Pendant le délai d'affichage, toute personne pourra proposer une alternative au projet initial conformément à l'article 12, § 2, alinéa 2, du décret, en l'adressant par écrit et en y indiquant ses nom et adresse.

Art. 33. Dans les cinq jours de l'expiration du délai d'affichage, l'administration communale notifie aux personnes et autorités visées à l'article 31, alinéa 2, le procès-verbal de la réunion d'information et une copie des alternatives proposées conformément à l'article 32.

Dans le même délai, l'administration communale notifie les mêmes documents aux autres personnes qui se sont rendues à la réunion d'information et qui ont fait acter leur présence au procès-verbal.

Tout citoyen peut obtenir copie des documents visés à l'alinéa 1er, contre paiement du prix coûtant.

Art. 34. Les délais prévus au présent chapitre, à l'exception de celui visé à l'article 27, § 2, alinéa 3, sont suspendus pendant les mois de juillet et d'août.

CHAPITRE VIII. — De l'enquête publique, de la concertation
et des avis portant sur l'étude d'incidences sur l'environnement

Section Ière. — Généralités

Art. 35. Lorsque l'étude d'incidences est terminée, cinq exemplaires en sont adressés par le demandeur à l'autorité compétente. Celle-ci en accuse réception dans les cinq jours.

Art. 36. L'étude d'incidences est transmise sans délai à l'administration compétente.

Art. 37. Dans les cinq jours de la réception de l'étude, l'administration compétente transmet le dossier aux autorités mentionnées dans la présente section. Ce dossier comporte les documents suivants, en original ou en copie :

- 1° la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement;
- 2° la décision prescrivant l'établissement d'une étude d'incidences et en déterminant le contenu et les modalités;
- 3° le procès-verbal de la réunion d'information et une copie des alternatives proposées conformément à l'article 32, au cas où a été organisée la consultation du public préalable à l'étude d'incidences;
- 4° l'étude d'incidences.

Art. 38. § 1er. Le dossier est transmis pour avis :

1. au conseil en 2 exemplaires,
2. à la commission consultative d'aménagement du territoire compétente, lorsque l'étude d'incidences précède l'une des décisions suivantes :
 - a) une décision statuant sur une demande de permis de bâtir ou de lotir;
 - b) une décision statuant sur une demande de permis d'extraction introduite en vertu du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières;
 - c) une décision statuant sur une demande de permis de valorisation d'un terril;

§ 2. Le conseil et la commission consultative d'aménagement du territoire remettent, chacun en ce qui le concerne, un avis motivé sur la qualité de l'étude d'incidences et sur l'opportunité du projet.

Cet avis est transmis à l'autorité compétente dans les trente jours de la réception du dossier. Ce délai est suspendu pendant les mois de juillet et d'août. A défaut d'avis dans ce délai, l'avis du conseil ou de la commission est réputé favorable.

§ 3. Le conseil et la commission consultative de l'aménagement du territoire peuvent chacun en ce qui le concerne, requérir le concours de l'administration concernée, pour préparer leur avis.

Art. 39. Lorsque, à l'estime de l'autorité compétente, le projet est de nature à avoir des incidences notables sur l'environnement d'un Etat voisin membre des Communautés européennes, d'une région ou d'une province ou d'une commune voisine, cette autorité compétente transmet le dossier, selon le cas, à l'autorité habilitée pour en avvertir l'Etat étranger, au président de l'Exécutif concerné ou auxdites provinces ou communes.

Il en est de même lorsqu'une desdites autorités en fait la demande.

Art. 40. Le dossier est transmis à l'administration communale, dans les cinq jours à dater de la réception de l'étude, en vue de l'organisation de l'enquête publique conformément à la section II.

Section II. — De l'enquête publique

Sous-section Ière. — De l'information du public

Art. 41. Dans les huit jours de la réception du dossier, et pendant une durée de trente jours, l'administration communale affiche des avis conformes au modèle figurant en annexe IV :

1. aux endroits habituels d'affichage;
2. à trois endroits proches du lieu où le projet doit être réalisé, le long d'une voie publique carrossable ou de passage.

Les avis sont imprimés en noir sur papier de couleur jaune; ils ont au moins 35 dm².

Pendant toute la durée de leur exposition, les avis doivent être parfaitement visibles et lisibles.

Art. 42. Dans les quinze jours de la réception du dossier, l'administration communale procède à deux reprises à la publication, dans deux journaux diffusés dans la région, d'avis conformes au modèle figurant en annexe IV.

Art. 43. Pendant la durée de l'affichage, le dossier peut être consulté à l'administration communale, aux heures d'ouverture des bureaux.

Une copie du résumé non technique de l'étude est remise contre paiement du prix coûtant de la reproduction, fixé par l'administration communale, à toute personne qui en fait la demande.

Sous-section II. — Des observations ou réclamations écrites du public

Art. 44. Pendant la durée de l'affichage, toute personne peut adresser ses observations ou réclamations écrites à l'administration communale, en y indiquant ses nom et adresse. Au terme de la durée d'affichage, les observations sont transmises à l'administration compétente avec le procès-verbal de clôture de l'enquête publique.

Les personnes faisant usage de cette faculté sont pour l'application de la présente section et des suivantes, dénommées « les réclamants ».

Sous-section III. — De la concertation

Art. 45. Lorsque le nombre de réclamants dépasse vingt-cinq, l'administration communale organise une réunion de concertation.

La réunion a lieu le vingt et unième jour suivant l'expiration du délai d'affichage. Si ce délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, la réunion a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Les avis visés à l'article 41, alinéa 1er, indiquent la date, l'heure et le lieu de la réunion.

Art. 46. Peuvent prendre part à la réunion, les membres des trois groupes suivants :

- 1° les représentants de l'autorité compétente, à savoir :
 - a) les représentants des administrations invitées par l'autorité;
 - b) les représentants de l'administration compétente;
 - c) les représentants du collège des bourgmestre et échevins;

- 2° les représentants ou les experts des réclamants;
 - 3° le demandeur d'autorisation et ses représentants éventuels.
- Chacun des groupes visés à l'alinéa 1er ne peut comporter plus de neuf personnes.
- Sont également invités à la réunion de concertation :
- 1. l'auteur de l'étude d'incidences;
 - 2. le conseil, qui peut y déléguer deux de ses membres au plus.

Art. 47. Dès le début de l'enquête publique, l'administration communale demande à l'autorité compétente de désigner dans les vingt jours les personnes à convoquer pour la constitution du groupe visé à l'article 46, alinéa 1er, 1, a.

Art. 48. Pendant quinze jours après l'expiration du délai d'affichage, l'administration communale tient à disposition de toute personne justifiant d'un intérêt la liste des noms et adresses des réclamants.

Art. 49. Un représentant de l'autorité compétente préside la réunion de concertation.

Art. 50. L'autorité compétente établit le procès-verbal de la réunion de concertation dans les dix jours de celle-ci et le transmet à l'administration compétente.

Sous-section IV. — De la suspension du cours des délais, pendant les mois de juillet et d'août

Art. 51. Les délais prévus à la présente section, à l'exception de celui visé à l'article 50, sont suspendus pendant les mois de juillet et d'août.

CHAPITRE IX. — *Du rapport d'incidences sur l'environnement*

Art. 52. L'administration compétente établit un rapport d'incidences sur l'environnement, dans les trente jours de la réception soit du procès-verbal de clôture de l'enquête publique, soit du procès-verbal de la réunion de concertation.

Les réclamations sont jointes à ces procès-verbaux.

Art. 53. Le rapport d'incidences sur l'environnement comporte :

- 1. une synthèse de l'étude d'incidences ainsi que des observations émises depuis l'introduction de la demande d'autorisation;
- 2. d'autres éléments destinés à éclairer la décision de l'autorité compétente statuant sur la demande d'autorisation;
- 3. les conclusions de l'administration;
- 4. les observations éventuelles des communes et provinces voisines, régions et Etats voisins.

Art. 54. L'administration compétente adresse le rapport d'incidences sur l'environnement à l'autorité compétente.

Elle en adresse copie :

- 1. au demandeur d'autorisation;
- 2. à l'auteur de l'étude d'incidences;
- 3. à l'administration communale;
- 4. aux participants à la réunion de concertation, si celle-ci a dû être organisée.

Art. 55. Dès réception du rapport d'incidences sur l'environnement et pendant une durée de quinze jours, l'administration communale affiche, aux endroits habituels d'affichage, un avis indiquant que ce rapport peut être consulté au lieu qu'elle détermine.

CHAPITRE X. — *De la publicité de la décision d'octroi et de la décision de refus d'autorisation*

Art. 56. En même temps qu'elle notifie au demandeur sa décision statuant sur une demande d'autorisation relative à un projet qui a fait l'objet d'une étude d'incidences, l'autorité compétente adresse copie de la décision à l'administration communale. Le cas échéant, la copie de la décision est également transmise aux communes et provinces voisines, au président du ou des autres Exécutifs régionaux et au ministre compétent pour assurer la transmission aux Etats membres de la communauté économique européenne.

Art. 57. Dans les quinze jours de la notification visée à l'article 56, et pendant trente jours, l'administration communale affiche des avis conformes au modèle figurant en annexe V :

- 1° aux endroits habituels d'affichage;
- 2° à trois endroits proches du lieu où le projet doit être réalisé, le long d'une voie publique carrossable ou de passage.

Les avis sont imprimés en noir sur papier de couleur jaune; ils ont au moins 35 dm².

Pendant toute la durée de leur exposition, les avis doivent être parfaitement visibles et lisibles.

Art. 58. La décision statuant sur la demande d'autorisation peut être consultée à l'administration communale aux heures d'ouverture des bureaux, pendant trente jours.

Art. 59. Les dispositions du présent chapitre ne portent pas préjudice aux règles relatives à la publication et à la consultation des décisions statuant sur les demandes d'autorisations, autres que celles énumérées à l'article 3.

CHAPITRE XI. — *Dispositions finales et transitoires*

Art. 60. Le conseil est consulté sur tout projet d'arrêté portant modifications de l'article 10 ou de l'annexe II.

Si l'Exécutif entend s'écarter de l'avis du conseil, le projet d'arrêté doit être motivé.

Art. 61. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 juillet 1990 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement en région wallonne est abrogé.

Art. 62. A titre transitoire et pour une durée de cinq ans à partir de la date de publication du présent arrêté, l'autorité compétente qui est saisie d'une demande de renouvellement d'autorisation peut décider de prolonger la ou les autorisations concernées pour la durée qu'elle détermine si celle-ci est nécessaire à l'accomplissement de la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement prévue par le décret.

La prolongation d'autorisation ne peut excéder deux ans.

Art. 63. Les Ministres ayant l'environnement, l'aménagement du territoire, la politique des ressources du sous-sol, l'eau et la conservation de la nature, dans leurs attributions, sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 octobre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des PME et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN der BIEST

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

Annexe Ier -- A

**FORMULAIRE DE « NOTICE D'ÉVALUATION PRÉALABLE »
DES INCIDENCES D'UN PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT**

1. Titre du projet
 2. Renseignements généraux :
 - 2.1. Promoteur
 - Nom ou raison sociale :
 - Adresse :
 - N° de téléphone :
 - Responsable du projet :
 - 2.2. Consultant mandaté par le promoteur (s'il y a lieu)
 - Nom ou raison sociale :
 - Adresse :
 - N° de téléphone :
 - Responsable du projet :
 3. Localisation du site et de ses abords avant la mise en oeuvre du projet
 - 3.1. Pour le site ou les sites envisagés, décrire le milieu naturel et humain tel qu'il se présente avant la réalisation du projet.
 - 3.2. Joindre un plan de situation du site dans sa région, en ce compris notamment la situation juridique et réglementaire du site et de son environnement, définie par les plans d'aménagement du territoire et par les arrêtés de protection de milieux déterminés.
 - 3.3. Joindre un plan de situation permettant d'appréhender l'implantation, la nature et l'affectation de l'environnement immédiat du site.
 - 3.4. Fournir des informations minimales sur la nature du sol et du sous-sol, la présence de nappes phréatiques et de points de captages.
 4. Propriété des terrains
 - Indiquer le statut des propriétés des terrains où la réalisation du projet est prévue. (les renseignements peuvent apparaître sur une carte).
 5. Objectifs et justification du projet
 - Mentionner les principaux objectifs poursuivis et, en termes de problèmes ou de besoins, faire ressortir ce qui motive la réalisation éventuelle du projet.
 6. Description du projet
 - (phase préparatoire, phase de construction, phase d'exploitation)
 - Pour chacune des phases, décrire le projet selon les aménagements et constructions prévus en indiquant les principales caractéristiques de ceux-ci (superficie, dimensions, etc). Mentionner également les divers travaux s'y rattachant (déboisement, expropriation, excavation, remblayage, etc) et les modalités d'opération ou d'exploitation (procédés de fabrication, ateliers, stockage,...). Joindre tous les documents permettant de mieux cerner les caractéristiques du projet (croquis, vue en coupe, etc).
- Remarques
- Si les points 1 à 6 sont couverts par des informations déjà fournies dans le dossier de demande d'autorisation, il peut y être répondu par simple référence.

7. Les actes ou travaux projetés sont/ne sont pas repris à l'annexe I du Décret du Conseil régional wallon du 11 septembre 1985 ou à l'annexe II de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon portant exécution du Décret précité, du 31 octobre 1991.

Si une autre autorisation (permis de bâtir...) est sollicitée pour le même projet, date de la demande auprès de laquelle elle est introduite.

8. Effets sur l'environnement

a) L'installation projetée donnera-t-elle lieu à des rejets de gaz, de vapeur d'eau, de poussières ou d'aérosols ?

— dans l'atmosphère : OUI — NON

— indiquez en

— * la nature

— * le débit

b) L'installation projetée donnera-t-elle lieu à des rejets liquides ?

— dans les eaux de surface : OUI — NON

— indiquez en

— * la nature (eaux de refroidissement, industrielles, pluviales, boues,...)

— * le débit

Un plan indiquant le(s) point(s) de déversement dans le collecteur ou dans le cours d'eau doit être joint au dossier.

c) L'installation projetée suppose-t-elle des captages ?

— en eau de surface :

— * lieu

— * quantité

— en eaux souterraines

— * dénominateur du point de captage

— * quantité

d) Veuillez décrire la nature, la quantité, le mode d'élimination et/ou de transport choisis pour les sous-produits et déchets produits par l'activité envisagée.

e) Les activités prévues peuvent-elles provoquer des odeurs dans le voisinage? OUI — NON

* de quel type

* de façon permanente ou épisodique

f) Les activités prévues peuvent-elles provoquer des nuisances sonores pour le voisinage ?

* de quel type

* de façon permanente ou épisodique

g) Veuillez indiquer les modes de transport prévus et les voies d'accès et de sortie.

* pour le transport de produit

* pour le transport de personnes

* localisation des zones de parking

* localisation des pipes-lines, s'il y en a

h) L'installation prévue porte-t-elle atteinte à l'esthétique générale du site ?

OUI — NON

Justifier.

9. Mesures prises en vue d'atténuer les effets négatifs sur l'environnement

Veuillez mentionner les mesures prévues afin de réduire ou de rendre inoffensifs

— les rejets dans l'atmosphère :

— les rejets dans les eaux :

— les déchets de production :

— les odeurs :

— le bruit :

— la circulation :

— l'impact paysager :

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la région wallonne.

Namur, le 31 octobre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des PME et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN der BIEST

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

Annexe Ier — B

FORMULAIRE DE « NOTICE D'ÉVALUATION PRÉALABLE » DES INCIDENCES D'UN PROJET DE TERRAIN POUR L'ORGANISATION DE COURSES D'ENTRAÎNEMENT ET D'ESSAIS DE VÉHICULES AUTOMOTEURS

1. Titre du projet
2. Renseignements généraux
 - Nom :
 - Adresse :
 - Téléphone :
 - Responsable du projet :

3. Etat du site
- Localisation du terrain :

Statut juridique de la zone :

Propriété des terrains :

Nature des terrains traversés :

Situation actuelle (exploit en cours) (nature et terme de l'autorisation) :

Équipement du site : eau, électricité, égouttage, parking, voies d'accès :

voisinage : distance des habitations.

4. Description et justification du projet
 - Nombre de compétitions prévues
 - Rythme des entraînements
 - Public prévu
 - Moyens humains et financiers du maître d'ouvrage
5. Estimation des effets sur l'environnement
 - Bruit
 - Circulation
6. Mesures prévues pour atténuer les nuisances

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la région wallonne.

Namur, le 31 octobre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des PME et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,
A. VAN der BIEST

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,
E. HISMANS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,
A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,
G. LUTGEN

Annexe Ier — C

FORMULAIRE DE « NOTICE D'EVALUATION PREALABLE » DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Dans le cadre d'une demande de permis de bâtir ou de lotir, Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, articles 41, et 53.

1. Renseignements généraux

Demandeur (+ mandataire éventuel) :

Adresse :

Téléphone :

Date de la demande :

Objet précis de la demande :

Les actes ou travaux sont/ne sont pas repris à l'annexe Ier du décret du Conseil régional wallon du 11 septembre 1985 ou à l'annexe II de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991.

Si une autre autorisation (permis d'exploiter, etc.) est sollicitée pour le même projet, date de la demande et autorité auprès de laquelle elle est introduite :

2. Site et projet

Outre les renseignements prescrits en vertu des articles 204 à 226 (permis de bâtir) ou 227 à 231 (permis de lotir).

- relevé, sur un plan à l'échelle la plus appropriée, du périmètre approximatif à l'intérieur duquel le projet réalisé sera perçu par un observateur ordinaire;
- nature et occupation du sol autre que les constructions existantes (friche, terrain vague, jardin, culture, prairie, forêt, lande, fagnes, zone humide, etc...)
- évaluation sommaire de la qualité biologique du site;
- direction et point de rejet dans le réseau hydrographique des eaux de ruissellement : situation actuelle et projetée, estimation du volume supplémentaire pour les projets importants;
- cours d'eau, étangs, sources, captages éventuels;
- importance et itinéraire du charroi supplémentaire prévisible;
- provenance et nature des remblais éventuels;
- nature, quantité, mode d'évacuation ou d'élimination des effluents liquides ou gazeux et des déchets solides éventuellement produits en plus des eaux et déchets domestiques ordinaires.

3. Evaluation et justification

Impact approximatif du projet, justification (architecturale, technique, écologique, économique, etc...) du choix et de l'efficacité attendue de mesures palliatives ou protectrices éventuelles ou de l'absence de ces mesures dans les domaines suivants :

- intégration au cadre bâti et non bâti : risques d'un effet de rupture dans le paysage naturel ou par rapport aux caractéristiques de l'habitat traditionnel de la région ou du quartier (densité excessive ou insuffisante, différences par rapport à l'implantation, l'orientation, le gabarit, la composition des façades, les matériaux et autres caractéristiques architecturales des constructions environnantes mentionnées au plan d'implantation);
- compatibilité de l'activité projetée avec les voisinages (présence d'une école, d'un hôpital, etc...);
- rejets dans les eaux de surfaces et souterraines : évaluation du système d'épuration et/ou d'évacuation des eaux usées et des autres effluents ou percolats;
- rejets gazeux : pollution atmosphérique et nuisances olfactives;
- niveau sonore des activités projetées;
- effets sur la faune et la flore;
- modification du régime des eaux;
- érosion;
- effets du charroi supplémentaire prévisible : modification des flux et de la circulation locale, visibilité du débouché sur la voirie, risques pour les piétons et cyclistes;
- utilité ou nécessité des démolitions et/ou abattage d'arbres éventuels;
- risques d'autres nuisances éventuelles.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la région wallonne.

Namur, le 31 octobre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des PME et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN der BIEST

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Renovation rurale,
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

Opérations d'extraction et leurs infrastructures dépassant les quantités extraites suivantes :

- a) pour l'extraction du charbon : 250 000 tonnes par an;
- b) pour l'extraction de minerais métalliques : 100 000 tonnes par an.

Installations d'extraction de tourbe;

Exploitation de terrils si le site d'exploitation a une superficie supérieure à 15 hectares.

Carrières telles que définies à l'article 2 du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières, et dont la superficie, à l'exclusion des dépendances dépasse 25 hectares.

Cimenteries et fours à chaux (pour autant que ces derniers ne soient pas inclus dans une installation visée par ailleurs).

3. Industrie de l'Energie

Centrales thermiques et autres installations de combustion d'une puissance calorifique d'au moins 300 MW, en ce compris la conversion d'une telle installation au fonctionnement avec un autre combustible que celui prévu dans les conditions d'exploitation dont dispose l'exploitant.

Installations d'éoliennes d'une puissance totale installée de plus d'1 mégawatt.

Installation de stockage ou d'agglomération de charbon d'une capacité de stockage de plus de 100 000 m³.

Installations de combustion d'une puissance supérieure à 3 mégawatts thermiques utilisant d'autres combustibles que : le gaz naturel, le gaz de pétrole, le gaz de cokerie, d'aciérie, de haut-fourneau ou de raffinerie, les fuels à moins de 3 % de soufre, le charbon ou le coke.

Installations de production d'énergie hydroélectrique d'une puissance totale installée de 5 mégawatts.

4. Travail des métaux

Installation de traitement de surface des métaux par fusion, bain ou projection d'une capacité de traitement de plus de 100 000 tonnes de matériaux brut par an.

Usines de première fusion de la fonte et de l'acier, comportant sur un ensemble continu de parcelles cadastrales, tous les stades de traitement du minerai et d'obtention du produit;

Usines non-intégrées participant au processus de première fusion de la fonte ou de l'acier et dépassant les capacités de production suivantes :

- a) pour les unités d'agglomération et de pelletisation de minerai : 3,2 millions de tonnes par an;
- b) pour les cokeries : 1 million de tonnes de coke métallurgique par an;
- c) pour les hauts-fourneaux : 2 millions de tonnes de fonte par an;
- d) pour les aciéries à l'oxygène : 2,5 millions de tonnes d'acier par an;
- e) pour les aciéries électriques : 1 million de tonnes d'acier par an.

Fonderies de métaux non ferreux d'une capacité de production de plus de 100 000 tonnes de métaux non ferreux par an et toute installation utilisant plus de 10 000 tonnes de produits recyclés par an.

Annexe II

PROJETS A SOUMETTRE OBLIGATOIREMENT A ETUDE D'INCIDENCES

Remarque : Au sens de la présente liste, il faut entendre par zone sensible :

1. Parmi les zones définies aux articles 167 à 183 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme :

— Les zones d'habitat.

— En zone rurale : les zones d'espace vert et celles pour lesquelles une indication supplémentaire au plan de secteur figure concernant :

- * leur intérêt paysager;
- * leur intérêt touristique.

— Les zones de loisirs et les zones d'extension de loisirs;

2. Les sites classés en vertu des dispositions décrétales en matière de monuments et sites;

3. Les parcs naturels créés en vertu du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels;

4. Les réserves naturelles créées en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

5. Les zones de protection spéciales arrêtées par l'Exécutif en date du 12 novembre 1987.

1. Agriculture et industrie des produits alimentaires

Installations destinées à l'élevage ou à l'engraissement de volailles et à la production d'oeufs de plus de 20 000 animaux ;

— porcheries de plus de 500 animaux situées à moins de 300 mètres d'une zone d'habitat ou à moins de 500 mètres d'une prise d'eau souterraine; porcheries de plus de 1.000 animaux situées en dehors de ces zones;

— élevages de bovins de plus de 250 animaux situés à moins de 300 mètres d'une zone d'habitat ou à moins de 500 mètres d'une prise d'eau souterraine; élevages de plus de 500 animaux situés en dehors de ces zones;

— piscicultures d'une capacité de production nette de plus de 100 tonnes par an.

Industries d'obtention et de conservation de produits d'origine végétale et animale, d'une capacité de production de plus de 50 000 tonnes de produits finis par an;

— abattoirs.

2. Industrie extractive

Installations destinées à l'extraction de l'amiante ainsi qu'au traitement et à la transformation d'amiante et de produits contenant de l'amiante : pour les produits en amiante-ciment, une capacité de production annuelle de plus de 20 000 tonnes de produits finis; pour les matériaux de friction, une capacité de production annuelle de plus de 50 tonnes de produits finis; pour les autres utilisations de l'amiante, une utilisation de plus de 200 tonnes par an;

5. Fabrication de verre

Installation de fabrication de verre dépassant les capacités de production suivantes

- a) pour le verre sodocalcique : 100 000 tonnes par an;
- b) pour le verre borosilicaté ou spécial : 30 000 tonnes par an.

6. Industrie chimique

Installations pétrochimiques ou dérivées à partir du craking ou carbonisation du naphte, de LPG ou d'autres fractions du gaz naturel ayant une capacité de production de plus de 500 000 tonnes par an;

— installations de transformation par des procédés chimiques

- 1) d'hydrocarbures aliphatiques insaturés, avec moins de 5 atomes de carbone par molécule;
- 2) d'hydrocarbures cycliques insaturés, aromatiques ou non, avec moins de 9 atomes de carbone par molécule; et d'une capacité de production de plus de 100 000 tonnes par an;

— installations de fabrication de phénols, sulfure de carbone ou mercaptans d'une capacité de production de plus de 10 000 tonnes par an;

— installations de fabrication d'amines et de composés organiques halogénés d'une capacité de production de plus de 30 000 tonnes par an.

Installations de manipulation ou de production de dioxyde de titane.

Installations industrielles destinées à brûler des composés organochlorés, organofluorés ou organophosphorés.

Raffineries de pétrole brut (à l'exclusion des entreprises fabriquant uniquement des lubrifiants à partir de pétrole brut) ainsi que les installations de gazeification d'une capacité d'au moins 500 tonnes par jour de charbon, de schiste bitumeux, de sables asphaltiques et de lignites.

Installations chimiques comportant sur un ensemble continu de parcelles cadastrales plusieurs unités, dont chacune est complémentaire des autres du point de vue des besoins en matière première et en capacité d'utilisation des matières produites:

7. Industrie du papier

Installation de production de cellulose, de pâte à papier, de carton ou de papier d'une capacité de plus de 50 000 tonnes de produit fini par an.

8. Projets d'infrastructure et autres projets

Construction d'autoroutes, de routes à quatre bandes de circulation et de voies pour le trafic à grande distance des chemins de fer ainsi que d'aéroports dont la piste a une longueur de 1200 m ou plus, en ce compris l'allongement de pistes existantes au delà de ce dernier seuil, ainsi que les aérodromes à vocation de loisirs.

Ports de commerce maritime ainsi que les voies navigables et les ports de navigation intérieures permettant l'accession de bateaux d'un tonnage supérieur à 1350 tonnes, ainsi que toute augmentation du gabarit de navigation nécessitant la modification d'ouvrage d'art ou la modification des berges.

— Installation d'élimination ou de valorisation de déchets toxiques et dangereux par incinération, traitement chimique ou stockage à terre;

— Centres de valorisation de traitement et d'élimination de déchets, à l'exception des décharges, susceptibles d'être accueillis dans une décharge de classe II si la capacité de traitement est supérieure à 100 000 tonnes par an;

— décharges de déchets de classe II;

— Centres d'élimination de déchets hospitaliers.

Retenues ou plans d'eau de surface dont la superficie est de plus de 1 hectare en zone sensible et de 10 hectares pour les autres zones.

Construction de ligne de tramways ou de ligne de métros, en surface ou souterraines, à structure fixe, pour le transport de personnes, pour autant que ces lignes soient d'une longueur supérieure à 1 kilomètre.

Infrastructures de transport de liquides ou de gaz par tuyaux aériens lorsqu'elles traversent une zone sensible, sur une longueur d'un seul tenant supérieure à 1 kilomètre ou encore lorsqu'elles passent en dehors de zones industrielles existantes à moins de 300 mètres d'un site classé.

Montages aériens de courroies transporteuses et convoyeurs de manutention traversant d'autres zones que des zones industrielles ou d'extraction sur une longueur d'un seul tenant de plus d'1 kilomètre.

Infrastructures ferroviaires où sont effectuées des opérations de garage, triage, formation, chargement ou déchargement, situés en dehors des zones industrielles ou d'extraction et à moins de 50 mètres d'une zone d'habitat ou d'extension d'habitat.

Circuits ou terrains utilisés de façon permanente pour l'organisation de courses, d'entraînements ou d'essais de véhicules automobiles.

Terrains de golfs.

Lotissements visés à l'article 254 du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Construction d'infrastructures pour l'aménagement de terrains destinés à l'implantation d'entreprises industrielles ou artisanales si ces terrains couvrent plus de 10 hectares.

Villages de vacances, parcs résidentiels de week-end et camping.

Autres équipements récréatifs et touristiques couvrant plus de 10 hectares ou pouvant accueillir plus de 2000 personnes par jour.

Stations d'épuration des eaux usées urbaines d'une capacité de plus de 25 000 équivalent habitants si elles sont situées en zone sensible et de plus de 50 000 équivalent habitants en dehors de ces zones.

Fours industriels d'une puissance supérieure à 3 mégawatts thermiques à l'exclusion de ceux destinés exclusivement au réchauffage des métaux et à l'exclusion des fours compris dans des installations visées par ailleurs.

Etuves à séchage d'une puissance supérieure à 3 mégawatts thermiques, à l'exclusion de celles comprises dans des installations visées par ailleurs.

Ateliers et enceintes de pistelage, manuel ou automatique, d'une capacité de pulvérisation supérieure à 100 kilos de solvant organique par heure.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la région wallonne.

Namur, le 31 octobre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des PME et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN der BIEST

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

Annexe III

ETUDE D'EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

CONSULTATION DU PUBLIC

AVIS A LA POPULATION

L'Administration communale de.....informe la population que (la personne de droit public) a déposé une demande de.....à l'endroit suivant.....en y joignant la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement, prévue par le décret du

Cette demande doit encore faire l'objet d'une étude

Pour faire en sorte que cette étude prenne en compte les souhaits de la population quiconque est invité à :

1^o consulter le dossier de demande, y compris la notice d'évaluation,

à l'adresse suivante

aux heures suivantes

2^o assister aux réunions d'information organisées par l'administration communale,

à l'adresse suivanté

aux dates et heures suivantes.

3^o introduire par écrit ses propositions d'alternatives au projet du demandeur en les adressant

à.....avant le

Le secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement en région wallonne,

Namur, le 31 octobre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des PME et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN der BIEST

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

Annexe IV

ETUDE D'INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

ENQUETE PUBLIQUE

AVIS A LA POPULATION

L'Administration communale de.....informe la population de l'ouverture d'une enquête publique relative au projet suivant :

.....

 à l'endroit suivant :

.....
 Ce projet a été introduit par :

.....
 dans le cadre d'une demande de

.....
 auprès de

Il a fait l'objet d'une étude d'incidences sur l'environnement que lui impose le décret du 11 septembre 1985.

La population est invitée à :

1° Consulter le dossier soumis à l'enquête publique, à l'adresse suivante :

.....

 aux heures suivantes

2° Introduire par écrit ses observations et réclamations, en les adressant

à

.....
 avant le

.....
 Tout courrier doit comporter le nom, l'adresse et la signature du réclamant.

3° Participer à la réunion de concertation qui se tiendra le.....

à.....heures, en la salle.....

.....
 La liste des réclamants sera affichée à partir du

Les réclamants devront indiquer neuf délégués qui les représenteront lors de la réunion de concertation.

Si le nombre de personnes ayant introduit les observations ou réclamations est inférieur à 25, la réunion de concertation sera annulée.

Le secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la région wallonne.
 Namur, le 31 octobre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
 chargé de l'Economie, des PME et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,
 chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN der BIEST

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,
 de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
 des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

Annexe V

ETUDE D'INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

DECISION PRISE

AVIS A LA POPULATION

L'Administration communale de.....informe la population que

M. :

qui a introduit auprès de :

une demande visant à réaliser

à l'endroit suivant
s'est vu octroyer/refuser l'autorisation sollicitée, en date du

La population peut consulter la décision prise :

à l'adresse suivante :

aux heures suivantes :

Le secrétaire communal,

Le bourgmestre,

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la région wallonne.
Namur, le 31 octobre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des PME et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN der BIEST

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 3419

[S-C — 27540]

31. OKTOBER 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Durchführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region

Aufgrund des durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957 genehmigten Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere der Artikel 100 und 235;

Aufgrund der Richtlinie 85/337 des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 27. Juni 1985 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten;

Aufgrund des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Gutachtens des Wallonischen Rates für die Umwelt;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens, des Ministers der Raumordnung, der Forschung, der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen, des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschützten Arbeiten und dem Wasser, und des Ministers der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur und den Industriezonen,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — Definitionen und Allgemeines

Artikel 1. Für die Anwendung dieses Erlasses ist :

1. das Dekret : das Dekret vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region
2. der Rat : der Wallonische Rat für die Umwelt
3. der zuständige Minister : der bzw. die Minister der Wallonischen Region, zu deren Zuständigkeitsbereich die Angelegenheit bzw. die Angelegenheiten gehören, mit denen die erforderliche Genehmigung zusammenhängt,
4. die zuständige Verwaltung : die Dienststelle bzw. die Dienststellen des Ministeriums der Wallonischen Region, die für die Angelegenheiten zuständig sind, mit denen die erforderliche Genehmigung zusammenhängt, oder die für diese Angelegenheiten zuständige Behörde
5. die Gemeindeverwaltung : die Gemeindeverwaltung bzw. die Gemeindeverwaltungen, auf deren Gebiet das Projekt durchgeführt werden soll;
6. die Exekutive : die Wallonische Regionalexekutive;
7. der Umweltverträglichkeitsprüfer : die Person, die eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchführt;
8. der zuständige beratende Raumordnungsausschuß : der beratende kommunale Raumordnungsausschuß oder, in Ermangelung dessen, der Regionale Raumordnungsbeirat.

Art. 2. Jedes Gutachten des Rates muß der Behörde, die es anfordert, binnen fünfundvierzig Tagen nach Eingang seiner Anforderung zugestellt werden. Diese Frist wird während der Monate Juli und August ausgesetzt. Außer in den in Artikel 11, § 2, des Dekrets erwähnten Fällen wird angenommen, daß der Rat ein günstiges Gutachten abgibt.

Die Absätze 1 und 2 kommen zur Anwendung, sofern es im vorliegenden Erlaß keine anderslautende Bestimmung gibt.

KAPITEL II. — Verwaltungsakte, die dem System für die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt unterliegen

Art. 3. Die Ausstellung nachstehender Verwaltungsakte hängt von der Bewerkestellung des durch das Dekret vorgesehenen Systems für die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt ab :

1. die aufgrund von Titel eins Kapitel eins der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung erforderlichen Genehmigungen;
2. die Baugenehmigungen und die Erschließungsgenehmigungen, die aufgrund der Artikel 41, 45 und 53, des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches erforderlich sind;
3. die aufgrund des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche erforderlichen Gewinnungsberechtigungen;
4. die aufgrund des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben erforderlichen Bergwerkskonzessionen;
5. die aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden erforderlichen Genehmigungen zur Erschließung von Halden;
6. die aufgrund von Artikel 19 des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle erforderlichen Genehmigungen zur Ansiedlung und Betreibung einer überwachten Deponie, einer Abfall-lagerung oder -aufbereitungsanlage;
7. die Genehmigungen in bezug auf die ständig für die Veranstaltung von Rennen, Trainings und Testfahrten von Kraftfahrzeugen benutzten Rennstrecken oder Gelände, die aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. Juni 1976 zur Regelung der Veranstaltung von Rennen, Trainings und Testfahrten von Kraftfahrzeugen erforderlich sind.

KAPITEL III. — System für die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt, wenn mehrere Genehmigungen erforderlich sind

Art. 4. Wenn ein Projekt aus mehreren Elementen besteht, die in ein und derselben geographischen Zone gelegen und zweckentsprechend miteinander verknüpft sind, und mehrere Genehmigungen erfordert, dann hängt dieses Projekt von einem einzigen System für die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt ab.

Die Einmaligkeit des in Absatz 1 erwähnten Systems gilt nur, sofern der Antragsteller gleichzeitig eine einzige Notiz über die vorherige Bewertung bei den verschiedenen zuständigen Behörden einreicht.

Die einzige Bewertungsnotiz enthält alle Angaben, die in den verschiedenen Notizen hätten stehen müssen, oder jegliches Dokument, das sie ersetzt, wenn die Anträge getrennt eingereicht worden wären.

In der Bewertungsnotiz wird ausdrücklich auf vorliegenden Artikel verwiesen.

Art. 5. Wenn ein Projekt einem einzigen System für die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt unterzogen wird, setzt dieses System voraus, daß :

1. nur eine einzige Anhörung der Öffentlichkeit vor der Erstellung der Umweltverträglichkeitsprüfung in den in Artikel 12, § 2, des Dekrets erwähnten Fällen organisiert wird;
2. eine einzige Umweltverträglichkeitsprüfung erstellt wird;
3. nach Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung das Gutachten nur einmal eingeholt wird;
4. ein einziger Bericht über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt erstellt wird.

Art. 6. Wenn mehrere zuständige Behörden die Erstellung einer Umweltverträglichkeitsprüfung vorschreiben und wenn die in Artikel 4 bestimmten Bedingungen erfüllt sind, wird das Verfahren von einer einzigen dieser Behörden eingeleitet, die gemäß den Absätzen 2 und 3 bestimmt wird.

In diesem Fall übt der zuständige Minister oder notfalls der Ständige Ausschuß oder notfalls der beauftragte Beamte die der zuständigen Behörde zufallenden Zuständigkeiten aus.

Wenn mehrere Minister betroffen sind, beschließt die Exekutive, welcher Minister die Zuständigkeiten der zuständigen Behörde ausüben soll.

Vorliegender Artikel kommt nicht mehr zur Anwendung, sobald der Bericht über die Aus- und Nachwirkungen eingereicht worden ist.

KAPITEL IV. — Notiz über die vorherige Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt und Umweltverträglichkeitsprüfung im allgemeinen

Art. 7. Jeder Genehmigungsantrag enthält eine Notiz über die vorherige Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt in zweifacher Ausfertigung.

Der Antragsteller füllt hierfür das Formular aus, dessen Muster sich in Anlage I befindet.

Das Dokument für den Genehmigungsantrag nebst Anlagen bildet die Notiz über die vorherige Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt, wenn es um folgende Genehmigungen geht :

1. die aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden erforderlichen Genehmigungen zur Erschließung von Halden;
2. die aufgrund des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle erforderlichen Genehmigungen zur Ansiedlung und Betreibung von überwachten Deponien;
3. die aufgrund des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben erforderlichen Bergwerkskonzessionen;
4. die aufgrund des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche erforderlichen Gewinnungsberechtigungen.

Art. 8. § 1. Ab Eingang der Notiz über die vorherige Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt übermittelt die zuständige Behörde der zuständigen Verwaltung ein Exemplar davon. Sie informiert diese über jede zusätzliche Anfrage.

Wenn ein Projekt einem einzigen System für die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt unterworfen wird, läßt jede Behörde, die dafür zuständig ist, über den Genehmigungsantrag, über den sie zu befinden hat, zu entscheiden, der für diesen Antrag zuständigen Verwaltung ein Exemplar der Notiz zukommen.

§ 2. Ab Empfang der in Artikel 10, § 3, des Dekrets erwähnten zusätzlichen Informationen übermittelt die zuständige Behörde der zuständigen Verwaltung eine Kopie davon.

Wenn ein Projekt einem einzigen System über die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt unterworfen wird, übermittelt jede zuständige Behörde der zuständigen Verwaltung ein Exemplar der zusätzlichen Informationen.

§ 3. Die zuständige Verwaltung überprüft, ob der Genehmigungsantrag ein in Anlage II erwähntes Projekt betrifft oder ob andere Gründe die Auferlegung einer Umweltverträglichkeitsprüfung rechtfertigen könnten.

Binnen fünfzehn Tagen nach Eingang der Notiz über die vorherige Bewertung oder der zusätzlichen Informationen erstattet sie der zuständigen Behörde diesbezüglich Bericht.

§ 4. Wenn die zuständige Behörde aufgrund des Gutachtens der zuständigen Verwaltung der Ansicht ist, daß ein in Anlage II erwähntes Projekt erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt benachbarter gebietlicher Gebilde haben könnte, übermittelt sie diesen Gebilden die Notiz über die vorherige Bewertung zur Information.

KAPITEL V. — System von Bewertungsnormen

Art. 9. Einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegt von Rechts wegen :

1. jedes Projekt, das in Anlage II aufgeführt ist und für das mindestens einer der in Artikel 3 erwähnten Verwaltungsakte beantragt wird, sofern dieser Antrag mindestens einen der folgenden Zwecke hat :

- a) die Schaffung eines neuen Projektes;
- b) die Erneuerung einer Genehmigung für eine bestehende Anlage;
- c) die Erhöhung der Kapazität einer bestehenden Anlage um mehr als ein Fünftel der ursprünglichen Kapazität, durch die die in der vorerwähnten Anlage als Schwellenwert angegebene Kapazität überstiegen wird.

2. jeder Antrag auf Baugenehmigung für eine Anlage zur Erzeugung, zur Anreicherung oder zur Aufarbeitung von Kernbrennstoffen, die einer Baugenehmigung unterliegt, sowie für eine industrielle Anlage zur Aufnahme und Bearbeitung radioaktiver Abfälle, die einer Baugenehmigung unterliegt.

Wenn die zuständige Behörde für die Projekte, die nicht in § 1, Nr. 1, erwähnt sind, beschließt, daß eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchgeführt werden muß, ist dieser Beschluß zu begründen.

Die zuständige Behörde teilt dem Antragsteller und der zuständigen Verwaltung ihren Beschluß, eine Umweltverträglichkeitsprüfung vornehmen zu lassen, und ihre Anforderungen in bezug auf den Inhalt dieser Prüfung mit.

KAPITEL VI. — Umweltverträglichkeitsprüfer

Abschnitt I. — Zulassung und Entzug der Zulassung der Umweltverträglichkeitsprüfer

Art. 10. Die Zulassung der Umweltverträglichkeitsprüfer wird für eine oder mehrere der Kategorien von folgenden Projekten erteilt :

- Raumordnung, große Verkehrsinfrastrukturen und Talsperren;
- Raumordnung, mittelgroße Projekte, insbesondere die ländlichen Ausrüstungen und Ausstattungen und die Freizeitausrüstungen und -ausstattungen;
- Raumordnung, Städtebau
- Gruben und Steinbrüche;
- industrielle Verfahren in bezug auf Energie;
- industrielle Verfahren zur Verarbeitung von Stoffen;
- Aufbereitung und Lagerung der Abfälle;
- Genehmigungen in bezug auf den landwirtschaftlichen Betrieb.

Art. 11. Jede natürliche oder juristische Person kann einen Zulassungsantrag stellen. Dieser Antrag muß gleichzeitig beim Minister der Umwelt und beim Generaldirektor der Verwaltung der Naturschätze und der Umwelt eingereicht werden.

Art. 12. Der Zulassungsantrag enthält folgende Angaben :

1. den Namen und die Adresse des Antragstellers;
2. eine Kopie der Statuten sowie die Liste der Verwaltungsratsmitglieder oder der Geschäftsführer, wenn es um eine Gesellschaft bzw. eine Vereinigung geht;
3. die Befähigungsnachweise, Qualifikationen und Referenzen des Antragstellers und seiner eventuellen Mitarbeiter;

4. die technischen Mittel, über die der Antragsteller verfügt;
 5. die in Artikel 10 bestimmten Kategorien von Projekten, für die der Antragsteller Umweltverträglichkeitsprüfungen durchführen könnte.

Wenn der Antrag eine Zulassungsverlängerung betrifft, werden ihm ferner die Liste der Umweltverträglichkeitsprüfungen, die der Antragsteller durchgeführt hat, sowie die eventuellen seit dem vorherigen Zulassungsbeschuß erfolgten Ablehnungsfälle beigelegt.

Art. 13. Binnen zehn Tagen nach Eingang des Antrags stellt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung per Einschreiben zu oder teilt ihm unter den gleichen Bedingungen mit, daß sein Antrag unzulässig ist. Wenn keine Mitteilung binnen der angegebenen Frist erfolgt, gilt der Antrag als zulässig.

Art. 14. Sobald ein Antrag für zulässig erklärt worden ist bzw. als solcher gilt, legt die Verwaltung ihn dem Rat zur Begutachtung vor.

Art. 15. Auf Vorschlag des Generaldirektors der Naturschätze und der Umwelt befindet der Minister über den Zulassungsantrag durch einen Beschluß, der mit Gründen versehen wird und dem Antragsteller binnen dreißig Tagen nach Eingang des Gutachtens des Rates oder notfalls nach dem Tag, an dem man davon ausgeht, daß der Rat ein günstiges Gutachten abgegeben hat, zugestellt wird.

Der Zulassungsbeschuß wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 16. Der Zulassungsbeschuß bestimmt die in Artikel 10 bestimmten Kategorien von Projekten, für die die Person, der der Beschluß zugute kommt, Umweltverträglichkeitsprüfungen durchführen könnte.

Art. 17. Bei einer Änderung einer der im Zulassungsantrag gemäß Artikel 12 mitgeteilten Angaben muß der zugelassene Umweltverträglichkeitsprüfer sofort, den Generaldirektor der Naturschätze und der Umwelt per Einschreiben gegen eine Empfangsbestätigung verständigen. Wenn dieser der Ansicht ist, daß die angegebenen Änderungen den Zulassungsbeschuß ändern könnten, muß er dem zugelassenen Umweltverträglichkeitsprüfer dies binnen dreißig Tagen per Einschreiben mitteilen.

Der zugelassene Umweltverträglichkeitsprüfer verfügt ab Empfang dieser Mitteilung über eine Frist von 60 Tagen, um dem Generaldirektor der Naturschätze und der Umwelt die Maßnahmen mitzuteilen, die er treffen will, um die nachteiligen Auswirkungen der betreffenden Änderungen auszugleichen.

Art. 18. Wenn der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, eine Umweltverträglichkeitsprüfung für unzureichend hält, kann er dem zugelassenen Umweltverträglichkeitsprüfer durch einen mit Gründen versehenen Beschluß eine Warnung per Einschreiben gegen eine Empfangsbestätigung zuschicken, nachdem er das Gutachten des Rates eingeholt hat.

Art. 19. Durch einen mit Gründen versehenen Beschluß kann der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, die Zulassung als Umweltverträglichkeitsprüfer zeitweilig oder endgültig zurückziehen oder die Zulassungsbedingungen ändern :

1. wenn die Maßnahmen zum Ausgleich der nachteiligen Auswirkungen der gemeldeten Änderungen in dem in Artikel 17 erwähnten Fall als unzureichend befunden werden;

2. wenn nach einem Beschluß im Sinne von Artikel 18 die gleiche Situation noch einmal vorkommt.

Der Beschluß zum Entzug der Zulassung oder zur Änderung der Zulassungsbedingungen darf nur gefaßt werden, nachdem der Rat ein Gutachten darüber abgegeben hat und der zugelassene Umweltverträglichkeitsprüfer ordnungsgemäß von diesem angehört bzw. vorgeladen worden ist.

Der Beschluß wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Wenn einem Umweltverträglichkeitsprüfer die Zulassung entzogen wird, darf dieser keine neuen Verpflichtungen mehr eingehen, die die Erstellung einer Umweltverträglichkeitsprüfung zum Zweck haben könnte.

Absatz 4 gilt auch im Falle eines mit Gründen versehenen Beschlusses zur Verweigerung der Verlängerung einer Zulassung; er gilt jedoch nicht, wenn eine Zulassung, über deren Verlängerungsantrag noch nicht entschieden worden ist, durch ihren Ablauf erlischt.

Abschnitt II. — Wahl des Umweltverträglichkeitsprüfers

Art. 20. Derjenige, der eine Genehmigung beantragt, wählt die Person, die eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchführen soll, unter den Personen, die für die Kategorie, unter die sein Projekt gemäß Artikel 10 fällt, als Umweltverträglichkeitsprüfer zugelassen sind.

Seine Wahl teilt er sofort :

1. der zuständigen Behörde;

2. dem zuständigen Minister;

3. dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wenn er nicht der Nr. 1 und der Nr. 2 entspricht, per Einschreiben mit.

Dem Rat teilt er auch seine Wahl in einem gewöhnlichen Umschlag mit.

Abschnitt III. — Ablehnung einer Person, die als Umweltverträglichkeitsprüfer gewählt worden ist

Art. 21. Jede Person, die als Umweltverträglichkeitsprüfer gewählt wird, kann abgelehnt werden, wenn sie sich in einer Lage befindet, die die freie Ausübung seiner Aufgabe beeinträchtigen könnte.

Art. 22. Jede der in Artikel 20 Absatz 2 erwähnten Behörden kann die Ablehnung einer als Umweltverträglichkeitsprüfer gewählten Person vorschlagen.

Die Ablehnung kann nur binnen fünfzehn Tagen nach Eingang des in Artikel 20, Absatz 2, erwähnten Schreibens vorgeschlagen werden.

Art. 23. Der Ablehnungsvorschlag wird mit Gründen versehen.

Er wird der als Umweltverträglichkeitsprüfer gewählten Person per Einschreiben gegen eine Empfangsbestätigung zugestellt. Gleichzeitig wird eine Kopie davon an denjenigen, der eine Genehmigung beantragt, und an die anderen in Artikel 20 erwähnten Instanzen gerichtet.

Art. 24. Die als Umweltverträglichkeitsprüfer gewählte Person muß unten auf dem Ablehnungsakt schriftlich erklären, ob sie ihre Ablehnung anerkennt oder nicht, wobei sie ihre Reaktionen auf die Ablehnungsgründe mitteilt.

Binnen acht Tagen nach Eingang des Ablehnungsaktes stellt sie diese Erklärung der Behörde, die die Ablehnung vorschlägt, dem Antragsteller und den in Artikel 20 erwähnten Instanzen per Einschreiben gegen eine Empfangsbestätigung zu. Wenn sie dies nicht tut, geht man davon aus, daß sie die Ablehnung anerkennt.

Im Falle einer Anerkennung wählt derjenige, der eine Genehmigung beantragt, einen neuen Umweltverträglichkeitsprüfer gemäß Artikel 20.

Art. 25. Wenn die als Umweltverträglichkeitsprüfer gewählte Person die Ablehnung nicht annimmt, muß die Behörde, die diese vorschlägt, den Vorsitzenden der Exekutive binnen acht Tagen nach Eingang der in Artikel 24 erwähnten Erklärung damit befassen.

Wenn die Behörde, die die Ablehnung vorgeschlagen hat, dies nicht tut, geht man davon aus, daß sie sich den Argumenten des Umweltverträglichkeitsprüfers anschließt.

Binnen fünf Tagen nach Eingang der Bitte der Behörde, die die Ablehnung vorgeschlagen hat, holt der Vorsitzende der Exekutive das Gutachten des Rates ein. Dieser gibt sein Gutachten ab, nachdem er der Behörde, die die Ablehnung vorgeschlagen hat, der als Umweltverträglichkeitsprüfer gewählten Person, der Person, die eine Genehmigung beantragt, oder ihren Stellvertretern die Möglichkeit geboten hat, angehört zu werden. Der Rat übermittelt dem Vorsitzenden der Exekutive sein Gutachten binnen zwanzig Tagen, andernfalls wird angenommen, daß es der Ablehnung negativ gegenübersteht.

Art. 26. Die Exekutive entscheidet binnen vierzig Tagen nach dem Tag, an dem sie mit der Ablehnung befaßt worden ist, durch einen mit Gründen versehenen Beschluß, andernfalls geht man davon aus, daß sie die Ablehnung nicht annimmt.

Der Beschluß wird unverzüglich der als Umweltverträglichkeitsprüfer gewählten Person, der Person, die eine Genehmigung beantragt, und den in Artikel 20 erwähnten Instanzen zugestellt.

Bei einer Anerkennung der Ablehnung wählt der Antragsteller einen anderen Umweltverträglichkeitsprüfer gemäß Artikel 20.

KAPITEL VII. — *Anhörung der Öffentlichkeit vor der Umweltverträglichkeitsprüfung für Projekte von öffentlich-rechtlichen Personen*

Art. 27. § 1. Für die Projekte, die öffentlichrechtliche Personen betreiben wollen, erfolgt vor der Umweltverträglichkeitsprüfung eine Phase, in der die Öffentlichkeit gemäß den Bestimmungen vorliegenden Kapitels unterrichtet und angehört wird.

§ 2. Öffentliche Betriebe, die ihre Tätigkeit im Wettbewerb mit privatrechtlichen Personen im Sinne von Artikel 12, § 2, Absatz 3, des Dekrets ausüben, können beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, einen Antrag auf Abweichung einreichen.

Der Antrag wird dem in Artikel 20, Absatz 2, erwähnten Schreiben beigefügt.

Eine Kopie davon wird in einem gewöhnlichen Umschlag an die von dieser Bestimmung betroffenen Instanzen gerichtet.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, entscheidet binnen dreißig Tagen nach Eingang des Antrags durch einen mit Gründen versehenen Beschluß. Wenn kein Beschluß binnen dieser Frist mitgeteilt worden ist, geht man davon aus, daß der Antrag abgelehnt wird.

Art. 28. In bezug auf die Projekte, für die die in Artikel 27, § 2, erwähnte Abweichung nicht beantragt oder erteilt worden ist, übermittelt die Person, die eine Genehmigung beantragt, der Gemeindeverwaltung eine Akte mit folgenden Dokumenten :

1. der Notiz über die vorherige Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt;
2. dem Beschluß, in dem eine Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschrieben und deren Inhalt bestimmt wird;
3. einer Kopie des Schreibens, mit dem die Person, die eine Genehmigung beantragt, ihre Wahl in bezug auf den Umweltverträglichkeitsprüfer mitteilt.

Art. 29. Binnen acht Tagen nach Eingang der in Artikel 28 erwähnten Dokumente und während dreißig Tagen hängt die Gemeindeverwaltung Bekanntmachungen, die dem Muster in Anlage III zum vorliegenden Erlaß entsprechen, aus :

1. an den üblichen Anschlagstellen;
2. an drei Stellen in der Nähe des Ortes, wo das Projekt betrieben werden soll, entlang einer öffentlichen fahrbaren oder Durchfahrtsstraße.

Die Bekanntmachungen sind in schwarz auf gelbem Papier zu drucken; sie müssen mindestens 35 dm² groß sein.

Solange die Bekanntmachungen angeschlagen bleiben, muß dafür gesorgt werden, daß sie einwandfrei zu sehen und zu lesen sind.

Art. 30. Während dreißig Tagen nach Beginn des Anschlags können die in Artikel 28 erwähnten Dokumente bei der Gemeindeverwaltung während der Öffnungszeiten eingesehen werden.

Art. 31. Zwischen dem sechsten und dem fünfzehnten Tag nach Beginn des Anschlags veranstaltet die Gemeindeverwaltung eine Informationsversammlung, zu der die Bevölkerung eingeladen wird.

Zu der Informationsversammlung können auch folgende Personen bzw. Behörden eingeladen werden oder sich dort vertreten lassen :

1. die Person, die eine Genehmigung beantragt;
2. der Umweltverträglichkeitsprüfer;
3. die zuständige Behörde;
4. die zuständige Verwaltung;
5. der Rat, der höchstens zwei seiner Mitglieder dorthin entsenden kann.

Die Versammlung soll :

1. der Person, die eine Genehmigung beantragt, die Möglichkeit geben, das Projekt vorzustellen;
2. der Bevölkerung die Möglichkeit bieten, sich über das Projekt zu informieren und Vorschläge dazu zu machen.

Der Bürgermeister oder sein Stellvertreter führt den Vorsitz der Versammlung und nimmt das Protokoll auf.

Art. 32. Während der Anschlagfrist kann jede Person schriftlich und unter Angabe ihres Namens und ihrer Adresse gemäß Artikel 12, § 2 Absatz 2, des Dekrets eine Alternative zum Anfangsprojekt vorschlagen.

Art. 33. Binnen fünf Tagen nach Ablauf der Anschlagfrist stellt die Gemeindeverwaltung den in Artikel 31, Absatz 2, erwähnten Personen und Behörden das Protokoll über die Informationsversammlung und eine Kopie der gemäß Artikel 32 vorgeschlagenen Alternativen zu.

In der gleichen Frist stellt die Gemeindeverwaltung den anderen Personen, die zur Informationsversammlung gegangen sind und ihre Anwesenheit im Protokoll haben bestätigen lassen, die gleichen Dokumente zu.

Jeder Bürger kann eine Kopie der in Absatz 1 erwähnten Dokumente gegen Zahlung des Selbstkostenpreises erhalten.

Art. 34. Die in vorliegendem Kapitel vorgesehenen Fristen, mit Ausnahme der in Artikel 27, § 2, Absatz 3, erwähnten Frist, werden während der Monate Juli und August ausgesetzt.

KAPITEL VIII. — Öffentliche Umfrage, Konzertierung und Gutachten über die Umweltverträglichkeitsprüfung

Abschnitt I. — Allgemeines

Art. 35. Wenn die Umweltverträglichkeitsprüfung beendet ist, läßt der Antragsteller der zuständigen Behörde fünf Exemplare davon zukommen. Diese bestätigt deren Empfang binnen fünf Tagen.

Art. 36. Die Umweltverträglichkeitsprüfung wird unverzüglich der zuständigen Verwaltung übermittelt.

Art. 37. Binnen fünf Tagen nach Eingang der Prüfung läßt die zuständige Verwaltung den im vorliegenden Abschnitt angegebenen Behörden die Akte zukommen.

Diese Akte enthält folgende Originaldokumente bzw. Kopien davon :

1. die Notiz über die vorherige Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt;
2. den Beschluß, in dem eine Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschrieben wird und deren Inhalt und Modalitäten bestimmt werden;
3. das Protokoll über die Informationsversammlung und eine Kopie der gemäß Artikel 32 vorgeschlagenen Alternativen, falls die Öffentlichkeit vor der Umweltverträglichkeitsprüfung angehört worden ist;
4. die Umweltverträglichkeitsprüfung.

Art. 38. § 1. Die Akte wird zur Begutachtung weitergeleitet :

1. an den Rat, und zwar in zwei Exemplaren;
2. an den zuständigen beratenden Raumordnungsausschuß, wenn die Umweltverträglichkeitsprüfung einem der nachstehenden Beschlüsse voraufgeht :

a) einem Beschluß über einen Antrag auf Bau- bzw. Erschließungsgenehmigung;

b) einem Beschluß über einen aufgrund des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche eingereichten Antrag auf Gewinnungsberechtigung;

c) einem Beschluß über einen Antrag auf Genehmigung zur Erschließung einer Halde.

§ 2. Der Rat und der beratende Raumordnungsausschuß geben jeder für das, was ihn betrifft, ein mit Gründen versehenes Gutachten über die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung und über die Zweckmäßigkeit des Projektes ab.

Dieses Gutachten wird der zuständigen Behörde binnen 30 Tagen nach Eingang der Akte übermittelt. Diese Frist wird während der Monate Juli und August ausgesetzt. Wenn der Rat bzw. der Ausschuß binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben hat, gilt es als günstig.

§ 3. Der Rat und der beratende Raumordnungsausschuß können zur Vorbereitung ihres Gutachtens jeder für das, was ihn betrifft, die Mitwirkung der betreffenden Verwaltung anfordern.

Art. 39. Wenn das Projekt nach Ansicht der zuständigen Behörde erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt eines benachbarten Mitgliedstaates der Europäischen Gemeinschaften, einer benachbarten Region, Provinz oder Gemeinde haben könnte, leitet diese zuständige Behörde die Akte, je nach Fall, an die zur Benachrichtigung des fremden Staates befugte Behörde, an den Vorsitzenden der betreffenden Exekutive oder an die besagten Provinzen bzw. Gemeinden weiter.

Dies gilt auch, wenn die besagten Behörden dies beantragen.

Art. 40. Die Akte wird binnen fünf Tagen nach Eingang der Prüfung der Gemeindeverwaltung im Hinblick auf die Organisation der öffentlichen Umfrage im Sinne von Abschnitt II übermittelt.

Abschnitt II. — Öffentliche Umfrage

Unterabschnitt I. — Unterrichtung der Öffentlichkeit

Art. 41. Binnen acht Tagen nach Eingang der Akte und während dreißig Tagen hängt die Gemeindeverwaltung Bekanntmachungen, die dem Muster in Anlage IV entsprechen, aus :

1. an den üblichen Anschlagstellen;
2. an drei Stellen in der Nähe des Ortes, wo das Projekt betrieben werden soll, entlang einer öffentlichen fahrbaren oder Durchfahrtsstraße.

Die Bekanntmachungen sind in schwarz auf gelbem Papier zu drucken; sie müssen mindestens 35 dm² groß sein.

Solange die Bekanntmachungen angeschlagen bleiben, muß dafür gesorgt werden, daß sie einwandfrei zu sehen und zu lesen sind.

Art. 42. Binnen fünfzehn Tagen nach Eingang der Akte läßt die Gemeindeverwaltung zweimal in zwei Zeitungen der Gegend Bekanntmachungen veröffentlichen, die dem Muster in Anlage IV entsprechen.

Art. 43. Während der Dauer des Anschlags kann die Akte bei der Gemeindeverwaltung während der Öffnungszeiten eingesehen werden.

Eine Kopie der nichttechnischen Zusammenfassung der Prüfung wird gegen Zahlung des von der Gemeindeverwaltung festgesetzten Selbstkostenpreises der Kopie jeder Person ausgehändigt, die dies beantragt.

Unterabschnitt II. — Schriftliche Bemerkungen und Beschwerden der Öffentlichkeit

Art. 44. Während der Dauer des Anschlags kann jeder seine schriftlichen Bemerkungen und Beschwerden unter Angabe von Namen und Adresse an die Gemeindeverwaltung richten. Nach Ablauf der Anschlagdauer werden die Bemerkungen mit dem Protokoll über den Abschluß der öffentlichen Umfrage an die zuständige Verwaltung weitergeleitet.

Die Personen, die von diesem Recht Gebrauch machen, werden für die Anwendung dieses Abschnitts und der folgenden « Beschwerdeführer » genannt.

Unterabschnitt III. — Konzertierung

Art. 45. Wenn die Anzahl Beschwerdeführer über fünfundzwanzig liegt, veranstaltet die Gemeindeverwaltung eine Konzertierungsversammlung.

Die Versammlung findet am einundzwanzigsten Tag nach Ablauf der Anschlagfrist statt. Wenn diese Frist an einem Samstag, einem Sonntag oder einem gesetzlichen Feiertag abläuft, findet die Versammlung am ersten darauffolgenden Werktag statt.

Die in Artikel 41, Absatz 1, erwähnten Bekanntmachungen geben den Tag, die Uhrzeit und den Ort der Versammlung an.

Art. 46. An der Versammlung können die Mitglieder der drei folgenden Gruppen teilnehmen :

1. die Vertreter der zuständigen Behörde, und zwar :
 - a) die Vertreter der Verwaltungen, die die Behörde einlädt;
 - b) die Vertreter der zuständigen Verwaltung;
 - c) die Vertreter des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums;
 2. die Vertreter oder die Sachverständigen der Beschwerdeführer;
 3. die Person, die eine Genehmigung beantragt, und ihre eventuellen Vertreter.
- Jede der in Absatz 1 erwähnten Gruppen darf nicht mehr als neun Personen umfassen.

Zu der Konzertierungsversammlung werden ebenfalls geladen :

1. der Umweltverträglichkeitsprüfer;
2. der Rat, der höchstens zwei seiner Mitglieder dort entsenden kann.

Art. 47. Ab Beginn der öffentlichen Umfrage bittet die Gemeindeverwaltung die zuständige Behörde, ihr binnen zwanzig Tagen die Personen zu nennen, die zur Bildung der in Artikel 46, Absatz 1, Nr. 1, Lit. a, erwähnten Gruppe einberufen werden sollen.

Art. 48. Während fünfzehn Tagen nach Ablauf der Anschlagfrist hält die Gemeindeverwaltung jeder Person, die ein Interesse nachweist, die Liste der Namen und Adressen der Beschwerdeführer zur Verfügung.

Art. 49. Ein Vertreter der zuständigen Behörde führt den Vorsitz der Konzertierungsversammlung.

Art. 50. Die zuständige Behörde erstellt das Protokoll über die Konzertierungsversammlung binnen zehn Tagen, nachdem sie stattgefunden hat, und leitet es an die zuständige Verwaltung weiter.

Unterabschnitt IV. — Aussetzung der Fristen während der Monate Juli und August

Art. 51. Mit Ausnahme der in Artikel 50 erwähnten Frist werden die im vorliegenden Abschnitt vorgesehenen Fristen während der Monate Juli und August ausgesetzt.

KAPITEL IX. — Bericht über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt

Art. 52. Binnen 30 Tagen nach Eingang des Protokolls über den Abschluß der öffentlichen Umfrage bzw. des Protokolls über die Konzertierungsversammlung erstellt die zuständige Verwaltung einen Bericht über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt.

Die Beschwerden werden diesen Protokollen beigelegt.

Art. 53. Der Bericht über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt umfaßt :

1. eine Zusammenfassung der Umweltverträglichkeitsprüfung sowie die Bemerkungen, die seit der Einreichung des Genehmigungsantrags gemacht worden sind;
2. andere Punkte, die den Beschluß der zuständigen Behörde über den Genehmigungsantrag ermöglichen sollen;
3. die Schlußfolgerungen der Verwaltung;
4. die eventuellen Bemerkungen der benachbarten Gemeinden und Provinzen, Regionen und Staaten.

Art. 54. Die zuständige Verwaltung übermittelt der zuständigen Behörde den Bericht über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt.

Eine Kopie davon ergeht an :

1. die Person, die eine Genehmigung beantragt;
2. den Umweltverträglichkeitsprüfer;
3. die Gemeindeverwaltung;
4. diejenigen, die an der Konzertierungsversammlung teilgenommen haben, wenn diese abgehalten werden mußte.

Art. 55. Ab Empfang des Berichtes über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt hängt die Gemeindeverwaltung während fünfzehn Tagen an den üblichen Anschlagstellen eine Bekanntmachung aus, in der mitgeteilt wird, daß dieser Bericht an dem von ihr bestimmten Ort eingesehen werden kann.

KAPITEL X. — Bekanntmachung des Beschlusses zur Erteilung einer Genehmigung und des Beschlusses zur Verweigerung einer Genehmigung

Art. 56. Die zuständige Behörde übermittelt der Gemeindeverwaltung zur gleichen Zeit, wie sie dem Antragsteller ihren Beschluß über einen Genehmigungsantrag in bezug auf ein Projekt, das Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung gewesen ist, mitteilt, eine Kopie dieses Beschlusses. Die Kopie des Beschlusses wird gegebenenfalls auch den benachbarten Gemeinden und Provinzen, dem Vorsitzenden der anderen Regionalexekutive(n) und dem für die Weiterleitung an die Mitgliedstaaten der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft zuständigen Minister übermittelt.

Art. 57. Binnen fünfzehn Tagen nach der in Artikel 56 erwähnten Mitteilung und während dreißig Tagen hängt die Gemeindeverwaltung Bekanntmachungen, die dem Muster in Anlage V zum vorliegenden Erlaß entsprechen, aus :

1. an den üblichen Anschlagstellen;
2. an drei Stellen in der Nähe des Ortes, wo das Projekt betrieben werden soll, entlang einer öffentlichen fahrbaren oder Durchfahrtsstraße.

Die Bekanntmachungen sind in schwarz auf gelbem Papier zu drucken; sie müssen mindestens 35 dm² groß sein.

Solange die Bekanntmachungen angeschlagen bleiben, muß dafür gesorgt werden, daß sie einwandfrei zu sehen und zu lesen sind.

Art. 58. Während dreißig Tagen kann der Beschluß über den Genehmigungsantrag bei der Gemeindeverwaltung während der Öffnungszeiten eingesehen werden.

Art. 59. Die Bestimmungen des vorliegenden Kapitels beeinträchtigen nicht die anderen als die in Artikel 3 aufgezählten Regeln in bezug auf die Bekanntmachung der Beschlüsse über die Genehmigungsanträge und die Einsichtnahme darin.

KAPITEL XI. — *Schluß- und Übergangsbestimmungen*

Art. 60. Der Rat wird in bezug auf jeden Entwurf eines Erlasses zur Abänderung von Artikel 10 oder von Anlage II konsultiert.

Wenn die Exekutive vom Gutachten des Rates abweichen will, ist der Entwurf des Erlasses zu begründen.

Art. 61. Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Juli 1990 zur Ausführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region wird aufgehoben.

Art. 62. Die zuständige Behörde, die mit einem Antrag auf Verlängerung einer Genehmigung befaßt wird, kann vorübergehend für einen Zeitraum von fünf Jahren ab dem Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses beschließen, die betreffende(n) Genehmigung(en) für die von ihr bestimmte Dauer zu verlängern, wenn diese zur Ausführung des im vorliegenden Dekret vorgesehenen Verfahrens zur Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt erforderlich ist.

Die Verlängerung einer Genehmigung darf zwei Jahre nicht überschreiten.

Art. 63. Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die Umwelt, die Raumordnung, die Politik der Naturschätze, das Wasser und die Erhaltung der Natur gehören, sind ein jeder in seinem Bereich mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 31. Oktober 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,
den Bezugsarbeiten und dem Wasser, für die Wallonische Region,

A. VAN der BIEST

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung,
der Erhaltung der Natur und den Industriezonen, für die Wallonische Region,

E. HISMANS

Der Minister der Raumordnung, der Forschung,
der Neuen Technologien und der Auswärtigen Beziehungen, für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

Anlage IA

FORMULAR « NOTIZ ÜBER DIE VORHERIGE BEWERTUNG » DER AUS- UND NACHWIRKUNGEN AUF DIE UMWELT

1. Name des Projektes
2. Allgemeine Auskünfte
 - 2.1. Projektträger
 - Name oder Firma
 - Adresse
 - Telefonnummer
 - Leiter des Projektes
 - 2.2. (gegebenenfalls) vom Projektträger bevollmächtigter Berater
 - Name oder Firma
 - Adresse
 - Telefonnummer
 - Leiter des Projektes
3. Lokalisierung des Geländes und seiner unmittelbaren Umgebung vor Ausführung des Projektes
 - 3.1. für das bzw. die vorgesehenen Gelände : den natürlichen und menschlichen Lebensraum beschreiben, so wie es vor Ausführung des Projektes besteht.
 - 3.2. einen Plan der Lage des Geländes in seiner Gegend, einschließlich der durch Raumordnungspläne und durch Erlasse zum Schutz bestimmter Lebensräume definierten rechtlichen und reglementarischen Lage des Geländes und seiner Umgebung, beifügen.
 - 3.3. einen Lageplan beifügen, durch den der Standort, die Beschaffenheit und die Verwendung der unmittelbaren Umgebung des Geländes erfaßt werden kann.

3.4. Mindestangaben über die Beschaffenheit des Bodens und des Untergrunds, das Vorhandensein von Grundwasser und von Entnahmestellen mitteilen.

4. Eigentum an den Grundstücken
die Art des Eigentums an den Grundstücken angeben, auf denen das Projekt betrieben werden soll (die Auskünfte können auf der Karte angegeben werden).

5. Ziele und Rechtfertigung des Projektes
die verfolgten Hauptziele angeben und die Probleme bzw. die Bedürfnisse hervorheben, durch die die eventuelle Durchführung des Projektes begründet ist.

6. Beschreibung des Projektes
(vorbereitende Phase, Bauphase, Betriebsphase)
für jede Phase : das Projekt je nach den geplanten Einrichtungen und Bauten beschreiben unter Angabe ihrer Hauptmerkmale (Fläche, Maße usw.). Ebenfalls die verschiedenen damit verbundenen Arbeiten (Abholzung, Enteignung, Ausschachtungen, Aufschüttungen usw.) und die Durchführungs- oder Betriebsmodalitäten (Herstellungsverfahren, Werkstätten, Lagerung,...) angeben. Alle Dokumente beifügen, durch die die Merkmale des Projektes besser erfaßt werden können (Zeichnungen, Schnitt usw.).

Bemerkungen

Wenn die in den Nummern 1 bis 6 zu vermerkenden Angaben bereits in der Akte zum Genehmigungsantrag stehen, dann genügt ein einfacher Verweis darauf.

7. Die vorgesehenen Vorgänge oder Arbeiten sind/sind nicht in Anlage I zum Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 11. September 1985 oder in Anlage II zum Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom ... zur Durchführung des vorerwähnten Dekrets aufgeführt.

Wenn eine andere Genehmigung (Baugenehmigung...) für dasselbe Projekt beantragt wird, den Tag der Antragstellung und die Behörde angeben, bei der der Antrag eingereicht worden ist.

8. Auswirkungen auf die Umwelt

a) Wird die geplante Anlage Gas, Wasserdampf, Staub oder Aerosole ausstoßen ?

— in die Atmosphäre : JA — NEIN

— * Art angeben

— * Menge angeben

b) Wird die geplante Anlage Abwässer ableiten ?

— ins Oberflächenwasser : JA — NEIN

— * Art angeben (z.B. Kühlwasser, Industrieabwässer, Regenwasser, Schlamm, ...)

— * Menge angeben

Der Akte muß ein Plan mit den verschiedenen Stellen, an denen das Abwasser in den Sammler oder in den Wasserlauf eingeleitet wird, beigefügt werden.

c) Erfordert die geplante Anlage Wasserentnahmen ?

— aus Oberflächenwasser :

— * Ort

— * Menge

— aus Grundwasser :

— * Koordinate der Entnahmestelle

— * Menge.

d) Bitte die Art, die Menge und den Modus beschreiben, die für die Beseitigung und/oder den transport der durch die geplante Tätigkeit erzeugten Nebenprodukte und Abfälle gewählt worden sind.

e) Können die geplanten Tätigkeiten Gerüche in der Nachbarschaft hervorrufen ? JA — NEIN

* welcher Art

* ständig oder nur ab und zu

f) Können die geplanten Tätigkeiten Lärmbelästigungen in der Nachbarschaft hervorrufen ?

* welcher Art

* ständig oder nur ab und zu

g) Bitte die verschiedenen vorgesehenen transportverfahren und die Zu- bzw. Ausfahrten angeben

* für den transport von Produkten

* für den transport von Personen

* Standort der Parkräume

* gegebenenfalls Standort der Pipelines.

h) Beeinträchtigt die geplante Anlage das allgemeine Landschaftsbild ? JA — NEIN

bitte rechtfertigen.

9. Maßnahmen, mit denen die nachteiligen Auswirkungen auf die Umwelt eingeschränkt werden sollen

Die Maßnahmen angeben, die vorgesehen sind zur Verminderung oder Beseitigung

— der Ableitungen in die Atmosphäre :

— der Ableitungen ins Wasser :

— der Produktionsabfälle :

— der Gerüche :

— des Lärms :

— des Verkehrs :
 — der Auswirkung auf die Landschaft :
 Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Durchführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region beigelegt zu werden.

Namur, den 31. Oktober 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
 beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
 B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,
 den Bezuschußten Arbeiten und dem Wasser, für die Wallonische Region,
 A. VAN der BIEST

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung,
 der Erhaltung der Natur und den Industriezonen, für die Wallonische Region,
 E. HISMANS

Der Minister der Raumordnung, der Forschung,
 der Neuen Technologien und der Auswärtigen Beziehungen, für die Wallonische Region,
 A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,
 G. LUTGEN

—
 Anlage IB
 —

FORMULAR « NOTIZ ÜBER DIE VORHERIGE BEWERTUNG » DER AUS- UND NACHWIRKUNGEN EINES PROJEKTES FÜR EIN GRUNDSTÜCK, DAS ZUR VERANSTALTUNG VON RENNEN, TRAININGS- UND TESTFAHRTEN VON KRAFTFAHRZEUGEN DIENEN SOLL

1. Name des Projektes
 2. Allgemeine Auskünfte
 Name :
 Adresse :
 Telefon :
 Leiter des Projektes :
 3. Zustand des Geländes
 Standort des Geländes :
 Rechtslage des Gebietes :
 Eigentum an den Grundstücken :
 Art der durchfahrenen Grundstücke :
 derzeitige Situation (derzeitiger Betrieb) (Art und Ablauf der Genehmigung) :
 Ausstattung des Geländes : Wasser, Strom, Kanalisation, Parkplatz, Zufahrten :
 Nachbarschaft : Entfernung der Wohnungen.
 4. Beschreibung und Rechtfertigung des Projektes
 — Anzahl vorgesehener Wettkämpfe
 — Zeitfolge der Trainings
 — vorgesehene Publikum
 — Personal und finanzielle Mittel des Bauherrn.
 5. Schätzung der Auswirkungen auf die Umwelt
 — Lärm
 — Verkehr

6. Maßnahmen, die zur Einschränkung der Belästigungen vorgesehen sind
Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Durchführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region beigelegt zu werden.

Namur, den 31. Oktober 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,
den Bezugsarbeiten und dem Wasser, für die Wallonische Region,

A. VAN der BIEST

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung,
der Erhaltung der Natur und den Industriezonen, für die Wallonische Region,

E. HISMANS

Der Minister der Raumordnung, der Forschung,
der Neuen Technologien und der Auswärtigen Beziehungen, für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

—
Anlage IC
—

**FORMULAR « NOTIZ ÜBER DIE VORHERIGE BEWERTUNG »
DER AUS- UND NACHWIRKUNGEN AUF DIE UMWELT**

Im Rahmen einer Bau- oder Erschließungsgenehmigung, wallonisches Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuch, Artikel 41 und 53

1. Allgemeine Auskünfte
Antragsteller (+ eventueller Bevollmächtigter) :

Adresse :

Telefon :

Datum des Antrags :

Genauer Gegenstand des Antrags :

Die Vorgänge oder Arbeiten sind/sind nicht in Anlage I zum Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 11. September 1985 oder in Anlage II zum Erlaß der Wallonischen Regional-exekutive vom ... aufgeführt.

Wenn eine andere Genehmigung (Betriebsgenehmigung...) für dasselbe Projekt beantragt wird, den Tag der Antragstellung und die Behörde angeben, bei der der Antrag eingereicht worden ist.

2. Gelände und Projekt

Außer den aufgrund der Artikel 204 bis 226 (Baugenehmigung) oder der Artikel 227 bis 231 (Erschließungsgenehmigung) vorgeschriebenen Auskünfte

— auf einem Plan im geeignetsten Maßstab erstellte Zeichnung des approximativen Bereichs, in dem das durchgeführte Projekt von einem gewöhnlichen Beobachter zu erkennen ist

— Beschaffenheit und Benutzung des Bodens, abgesehen von den bestehenden Bauten (Brache, unbebautes Gelände, Garten, Wiese, Wald, Heideland, Venn, Feuchtgebiet usw.)

— kurze Bewertung der biologischen Qualität des Geländes

— Richtung und Stelle, in die bzw. an der Abwasser ins hydrographische Netz des an der Oberfläche abfließenden Wassers eingeleitet wird : derzeitige oder geplante Situation, Einschätzung des zusätzlichen Volumens für große Projekte

— eventuelle Wasserläufe, Weiher, Quellen, Wasserentnahmestellen

— Ausmaß und Strecke des vorhersehbaren zusätzlichen Verkehrs

— Herkunft und Art des eventuellen Aushubs

— Art, Menge und Modus der Abführung bzw. Beseitigung der Abwässer oder Abgase und der festen Abfälle, die eventuell neben den gewöhnlichen häuslichen Abwässern und Abfällen erzeugt werden.

3. Bewertung und Rechtfertigung

Annähernder Effekt des Projektes, (architektonische, technische, ökologische, wirtschaftliche usw.)
Rechtfertigung der Wahl und der voraussichtlichen Effizienz eventueller vorläufiger oder Schutzmaßnahmen oder des Fehlens solcher Maßnahmen in folgenden Bereichen :

— Eingliederung in den bebauten und unbebauten Rahmen :

Gefahr von Abweichungen in der natürlichen Landschaft oder im Verhältnis zu den Merkmalen der herkömmlichen Wohngebäude der Gegend bzw. des Viertels (übermäßige oder unzureichende Dichte, Unterschiede im Verhältnis zu dem Standort, der Orientierung, der Größe, dem Aufbau der Fassaden, zu den Materialien und anderen architektonischen Merkmalen der im Lageplan vermerkten umliegenden Bauten)

— Verträglichkeit der geplanten Tätigkeit mit der Nachbarschaft (Vorhandensein einer Schule, eines Krankenhauses usw.)

- Ableitungen ins Oberflächenwasser und ins Grundwasser :
- Bewertung des Systems zur Klärung und/oder Beseitigung der Abwässer und anderen Abfallstoffe bzw. Perkolationsrückstände
- Abgase : Luftverschmutzung und Geruchsbelästigungen
- Geräuschpegel der geplanten Tätigkeiten
- Auswirkungen auf Fauna und Flora
- Änderung des Wasserhaushalts
- Erosion
- Auswirkungen des vorhersehbaren zusätzlichen Verkehrs :
- Änderung der Ströme und des örtlichen Verkehrs, Sichtbarkeit der Ausfahrt, Gefahren für die Fußgänger und Fahrradfahrer
- Nützlichkeit oder Notwendigkeit eventueller Zerstörungen und/oder Fällungen von Bäumen
- Gefahren anderer eventueller Belästigungen.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Durchführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region beigefügt zu werden.

Namur, den 31. Oktober 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,
den Bezuschußten Arbeiten und dem Wasser, für die Wallonische Region,
A. VAN der BIEST

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung,
der Erhaltung der Natur und den Industriezonen, für die Wallonische Region,
E. HISMANS

Der Minister der Raumordnung, der Forschung,
der Neuen Technologien und der Auswärtigen Beziehungen, für die Wallonische Region,
A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,
G. LUTGEN

Anlage II

PROJEKTE, DIE UNBEDINGT EINER UMWELTVERTRAGLICHKEITSPRUFUNG UNTERZOGEN WERDEN MÜSSEN

Bemerkung : Im Sinne vorliegender Liste versteht man unter empfindlichem Gebiet :

1. unter den in den Artikeln 167 bis 183 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches bestimmten Gebieten :

- die Wohngebiete
- in einem ländlichen Gebiet : die Grüngebiete und die Gebiete, für die eine zusätzliche Angabe im Sektorenplan steht in bezug auf :
 - * ihr landschaftliches Interesse
 - * ihr touristisches Interesse
- die Freizeitgebiete

2. die aufgrund des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 17. Juli 1987 über die integrierte Erhaltung des unbeweglichen kulturellen Erbes unter Landschaftsschutz-gestellten Landschaften

3. die aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 16. Juli 1985 über die Naturparks errichteten Naturparks

4. die aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur errichteten Naturschutzgebiete

5. die in Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 bestimmten Sonderschutzgebiete.

1. Landwirtschaft und Nahrungs- und Genußmittelgewerbe

Anlagen zur Haltung oder zur Mast von Geflügel und zur Eierproduktion mit mehr als 20 000 Tieren

— Schweineställe mit mehr als 500 Tieren, die weniger als 300 Meter von einem Wohngebiet oder weniger als 500 Meter von einer Grundwasserentnahmestelle entfernt sind;

Schweineställe mit mehr als 1 000 Tieren, die außerhalb dieser Gebiete gelegen sind

— Rinderzuchtbetriebe mit mehr als 250 Tieren, die weniger als 300 Meter von einem Wohngebiet oder weniger als 500 Meter von einer Grundwasserentnahmestelle entfernt sind

Rinderzuchtbetriebe mit mehr als 500 Tieren, die außerhalb dieser Gebiete gelegen sind

— Fischzuchtbetriebe mit einer Nettoproduktion von mehr als 100 Tonnen im Jahr.

Betriebe zur Gewinnung und Haltbarmachung von Produkten pflanzlicher und tierischer Herkunft mit einer Produktion von mehr als 50 000 Tonnen Fertigerzeugnissen im Jahr

— Schlachtbetriebe

2. Bergbau

Anlagen zur Gewinnung von Asbest sowie zur Be- und Verarbeitung von Asbest und Asbestzeugnissen : im Falle von Asbestzementzeugnissen mit einer Jahresproduktion von mehr als 20 000 Tonnen Fertigerzeugnissen, von Reibungsbelägen mit einer Jahresproduktion von mehr als 50 Tonnen Fertigerzeugnissen, sowie — bei anderen Verwendungszwecken — von Asbest mit einem Einsatz von mehr als 200 Tonnen im Jahr.

Gewinnungsarbeiten und ihre Infrastrukturen, bei denen nachstehende gewonnene Mengen überschritten werden :

a) für die Gewinnung von Kohle : 250 000 Tonnen im Jahr

b) für die Gewinnung von Erzen : 100 000 Tonnen im Jahr

Anlagen zur Gewinnung von Torf Erschließung von Halden, wenn das Betriebsgelände eine Fläche von mehr als 15 Hektar aufweist.

Steinbrüche im Sinne von Artikel 2 des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche, deren Fläche, abgesehen von den Nebenanlagen, 25 Hektar überschreitet

Zementfabriken und Kalköfen (sofern diese nicht zu einer anderweitig erwähnten Anlage gehören).

3. Energiewirtschaft

Wärme- und Kälteanlagen und andere Verbrennungsanlagen mit einer Wärmeleistung von mindestens 300 MW, einschließlich der Umstellung einer solchen Anlage auf einen anderen Brennstoff als den, der in den dem Betreiber zur Verfügung stehenden Betriebsbedingungen vorgesehen ist

Windkraftwerke mit einer gesamten installierten Leistung von mehr als 1 Megawatt

Anlage zur Lagerung oder zur Brikettierung von Kohle mit einer Lagerkapazität von mehr als 100 000 m³

Verbrennungsanlagen mit einer Wärmeleistung von mehr als 3 Megawatt, in denen andere Brennstoffe als Natur-, Erd-, Kokerei-, Eisenhütten-, Hochofen- oder Raffineriegas, Heizöl mit weniger als 3 % Schwefelgehalt, Kohle oder Koks verwendet werden.

Anlagen zur hydroelektrischen Energieerzeugung mit einer gesamten installierten Leistung von 5 Megawatt.

4. Bearbeitung von Metallen

Anlage zur Oberflächenverarbeitung der Metalle durch Schmelzen, Eintauchen oder Spritzen mit einer Leistungskapazität von mehr als 100 000 Tonnen Bruttomaterial im Jahr

Fabriken, in denen Gußeisen und Stahl erstmals verschmolzen werden, wobei sie auf einer ununterbrochenen Gruppe von Katasterparzellen alle Stufen zur Aufbereitung des Erzes und zur Herstellung des Produktes umfassen

Nichtintegrierte Fabriken, die am Verfahren beteiligt sind, bei dem Gußeisen oder Stahl zum ersten Mal verschmolzen wird, und die nachstehende Produktionskapazitäten überschreiten :

a) für Anlagen, in denen Erz vorbereitet und pelletiert wird : 3,2 Millionen Tonnen im Jahr

b) für Kokereien : 1 Million Tonnen Zechenkoks im Jahr

c) für Hochofen : 2 Millionen Tonnen Gußeisen im Jahr

d) für Sauerstoffstahlwerke : 2,5 Millionen Tonnen Stahl im Jahr

e) für Elektrostahlwerke : 1 Million Tonnen Stahl im Jahr

Schmelzereien für Nichteisenmetalle mit einer Produktion von mehr als 100 000 Tonnen Nichteisenmetallen im Jahr und jede Anlage, in der mehr als 10 000 Tonnen Recyclingprodukte im Jahr verwendet werden.

5. Glaserzeugung

Anlage zur Glaserzeugung mit einer Produktion von mehr als :

a) für Alkali-Kalk-Glas : 100 000 Tonnen im Jahr

b) für Borosilikatglas oder Spezialglas : 30 000 Tonnen im Jahr.

6. Chemische Industrie

Anlagen zur Herstellung von petrochemischen Produkten oder Derivaten durch Kracken oder Verkohlen von Rohbenzin, flüssigem Propagas oder anderen Fraktionen von Naturgas mit einer Produktion von mehr als 500 000 Tonnen im Jahr

— Anlagen zur Umwandlung

1) von ungesättigten aliphatischen Kohlenwasserstoffen mit weniger als 5 Kohlenstoffatomen pro Molekül

2) von ungesättigten aromatischen oder nichtaromatischen ringförmigen Kohlenstoffen mit weniger als 9 Kohlenstoffatomen pro Molekül anhand chemischer Verfahren mit einer Produktion von mehr als 100 000 Tonnen im Jahr

— Anlagen zur Herstellung von Phenolen, Kohlenstoff-disulfiden oder Merkaptanen mit einer Produktion von mehr als 10 000 Tonnen im Jahr

— Anlagen zur Herstellung von Aminen und von halogen-haltigen organischen Verbindungen mit einer Produktion von mehr als 30 000 Tonnen im Jahr

Anlagen zur Titandioxidbehandlung oder -produktion

Industrielle Anlagen zur Verbrennung der Organochlor-, Organofluor- oder Organophosphorverbindungen, Raffinerien für Erdöl (ausgenommen Unternehmen, die nur Schmieröl aus Erdöl herstellen) sowie Anlagen zur Vergasung von täglich mindestens 500 Tonnen Kohle, bitumösem Schiefer, Asphalt sand und Braunkohle

Chemische Anlagen mit mehreren Einheiten auf einer ununterbrochenen Gruppe von katastrierten Parzellen, wobei jede die andere ergänzt, was den Bedarf an Rohstoffen und die Erfordernisse des Einsatzes der erzeugten Stoffe betrifft.

7. Papierindustrie

Anlage zur Erzeugung von Zellulose, Zellstoff, Pappe oder Papier mit einer Kapazität von mehr als 50 000 Tonnen Fertigerzeugnissen im Jahr

8. Infrastrukturprojekte und sonstige Projekte

Bau von Autobahnen, Schnellstraßen, Eisenbahn-Fernverkehrs-strecken sowie von Flugplätzen mit einer Start- und Landebahngrundlänge von 1 200 m und mehr, einschließlich der Verlängerung der bestehenden Bahnen über diesen Schwellenwert hinaus sowie der zur Freizeit bestimmten Flugplätze

Die Seehandelshäfen sowie die Schifffahrtswege für die Binnenschifffahrt, die Schiffe mit mehr als 1 350 Tonnen zugänglich sind, sowie jede Vergrößerung des Profils eines Wasserlaufes, die die Änderung eines Bauwerks oder die Änderung der Ufer erfordert

- Anlage zur Beseitigung bzw. zur Verwertung von giftigen und gefährlichen Abfällen durch Verbrennung, chemische Behandlung oder durch Erdlagerung
- Anlagen zur Verwertung, Aufbereitung und Beseitigung von Abfällen - mit Ausnahme der Deponien -, die in einer Deponie der Klasse II aufgenommen werden können, wenn die Aufbereitungskapazität mehr als 100 000 Tonnen im Jahr beträgt :
- Deponien der Klasse II
- Anlagen für die Beseitigung von Krankenhausabfällen
- Anlagen zum Aufstauen von Oberflächenwasser und Wasserflächen, die in einem empfindlichen Gebiet mehr als 1 Hektar und in anderen Gebieten 10 Hektar groß sind
- Bau von Straßenbahnen oder Stadtschnellbahnen mit fester Struktur, die zur Personenbeförderung dienen, sofern diese Bahnen länger als 1 Kilometer sind
- Infrastrukturen für die Beförderung von Flüssigkeiten oder Gasen durch oberirdische Röhre, wenn sie in einem empfindlichen Gebiet über ein zusammenhängendes Stück von mehr als 1 Kilometer gehen oder noch wenn sie außerhalb von bestehenden industriellen Gebieten weniger als 300 Meter von einer unter Landschaftsschutz stehenden Landschaft entfernt verlaufen
- Oberirdische Montagen von transport-, Förder- und Umschlagbändern, die in anderen Gebieten als industriellen oder Bergbaugebieten über ein mehr als 1 Kilometer langes zusammenhängendes Stück gehen
- Eisenbahninfrastrukturen, wo Lokomotiven bzw. Waggons abgestellt, rangiert, aneinander angekuppelt, geladen bzw. abgeladen werden und die außerhalb der industriellen oder Bergbaugebiete gelegen sind und weniger als 50 Meter von einem Wohn- bzw. Wohnwartungsgebiet entfernt sind
- Permanente Rennstrecken oder Gelände für die Veranstaltung von Rennen, Trainings oder Testfahrten von Kraftfahrzeugen Golfplätze
- Erschließungen im Sinne von Artikel 254 des Wallonischen Raumordnungsgesetzbuches
- Errichtung von Infrastrukturen für die Einrichtung von Geländen zur Ansiedlung von Industrie- oder Handwerksbetrieben, wenn diese Gelände eine Fläche von mehr als 10 Hektar aufweisen
- Feriendörfer, Wochenendwohnparks und Campingplätze andere Erholungs- und touristische Anlagen, die eine Fläche von mehr als 10 Hektar aufweisen oder mehr als 2 000 Personen am Tag aufnehmen können
- Kläranlagen für häusliche Abwässer mit einer Kapazität von mehr als 25 000 Einwohnergleichwert, wenn sie in einem empfindlichen Gebiet gelegen sind, oder mehr als 50 000 Einwohnergleichwert, wenn sie außerhalb dieser Gebiete gelegen sind
- Industrielle Öfen mit einer Wärmeleistung von mehr als 3 Megawatt, mit Ausnahme der Öfen, die ausschließlich zum Nacherwärmen von Metallen dienen, und mit Ausnahme der Öfen, die zu anderweitig erwähnten Anlagen gehören
- Trockner mit einer Wärmeleistung von mehr als 3 Megawatt, mit Ausnahme derjenigen, die zu anderweitig erwähnten Anlagen gehören
- Werkstätten oder Behälter zur manuellen oder automatischen Spritzung mit einer Spritzleistung von mehr als 100 Kilo organischen Lösungsmitteln in der Stunde
- Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Durchführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region beigelegt zu werden.

Namur, den 31. Oktober 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,
den Bezugschützen Arbeiten und dem Wasser, für die Wallonische Region,
A. VAN der BIEST

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung,
der Erhaltung der Natur und den Industriezonen, für die Wallonische Region,
E. HISMANS

Der Minister der Raumordnung, der Forschung,
der Neuen Technologien und der Auswärtigen Beziehungen, für die Wallonische Region,
A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,
G. LUTGEN

Anlage III

UMWELTVERTRÄGLICHKEITSPRÜNG

UNTERRICHTUNG UND ANHÖRUNG DER ÖFFENTLICHKEIT

ÖFFENTLICHE BEKANNTMACHUNG

Die Gemeindeverwaltung teilt der Bevölkerung mit, daß (die öffentlich-rechtliche Person) an folgender Stelle einen Antrag auf eingereicht hat, dem er/sie die im Dekret vom vorgesehene Notiz über die vorherige Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt beigefügt hat.

Dieser Antrag muß noch den Gegenstand einer Prüfung bilden.

Damit bei dieser Prüfung die Wünsche der Bevölkerung berücksichtigt werden können, wird jeder aufgefordert :

1. die Akte des Antrags sowie die Bewertungsnotiz
an folgender Adresse einzusehen
zu folgenden Uhrzeiten einzusehen
2. an den von der Gemeindeverwaltung organisierten Informationsversammlungen
an folgender Adresse teilzunehmen
an folgenden Daten und zu folgenden Uhrzeiten
3. seine Alternativvorschläge zum Projekt des Antragstellers schriftlich einzureichen, indem er sie vor dem an richtet.

Der Bürgermeister,

Der Gemeindesekretär,

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Durchführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region beigefügt zu werden.

Namur, den 31. Oktober 1991,

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,
den Bezugsarbeiten und dem Wasser, für die Wallonische Region,
A. VAN der BIEST

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung,
der Erhaltung der Natur und den Industriezonen, für die Wallonische Region,
E. HISMANS

Der Minister der Raumordnung, der Forschung,
der Neuen Technologien und der Auswärtigen Beziehungen, für die Wallonische Region,
A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,
G. LUTGEN

Anlage IV

UMWELTVERTRÄGLICHKEITSPRÜFUNG

ÖFFENTLICHE UMFRAGE

ÖFFENTLICHE BEKANNTMACHUNG

Die Gemeindeverwaltung teilt der Bevölkerung mit, daß an folgender Stelle eine öffentliche Umfrage über folgendes Projekt

..... eingeleitet worden ist.
Dieses Projekt ist von
im Rahmen eines Antrags auf eingereicht worden.
bei

Das Projekt hat den Gegenstand einer durch das Dekret vom 11. September 1985 vorgeschriebenen Umweltverträglichkeitsprüfung gebildet.

Die Bevölkerung wird aufgefordert :

1. die Akte, über die die öffentliche Umfrage gemacht wird,
an folgender Adresse
zu folgenden Uhrzeiten einzusehen
2. ihre Bemerkungen und Beschwerden schriftlich einzureichen,
indem sie diese
vor dem
an richtet.

Jede Post muß den Namen, die Adresse und die Unterschrift des Beschwerdeführers anführen.
3. an der Konzertierungsversammlung teilzunehmen, die am um Uhr im Saal stattfinden wird.

Die Liste der Beschwerdeführer wird ab dem ausgehängt.

Die Beschwerdeführer müssen neun Bevollmächtigte angeben, die sie bei der Konzertierungsversammlung vertreten werden.

Wenn die Anzahl Personen, die die Bemerkungen bzw. Beschwerden eingereicht haben, unter 25 liegt, wird die Konzertierungsversammlung annulliert.

Der Bürgermeister,

Der Gemeindegretär,

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Durchführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region beigelegt zu werden.

Namur, den 31. Oktober 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,
den Bezugsarbeiten und dem Wasser, für die Wallonische Region,

A. VAN der BIEST

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung,
der Erhaltung der Natur und den Industriezonen, für die Wallonische Region,

E. HISMANS

Der Minister der Raumordnung, der Forschung,
der Neuen Technologien und der Auswärtigen Beziehungen, für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

Anlage V

UMWELTVERTRÄGLICHKEITSPRÜFUNG

ENTSCHEIDUNG

ÖFFENTLICHE BEKANNTMACHUNG

Die Gemeindeverwaltung teilt der Bevölkerung mit, daß Herrn

 der bei

 einen Antrag gestellt hat, damit an folgender Stelle

 durchgeführt wird,
 die beantragte Genehmigung am
 erteilt/verweigert worden ist.
 Die Bevölkerung kann die Entscheidung
 an folgender Adresse
 zu folgenden Uhrzeiten einsehen.
 Der Bürgermeister, Der Gemeindesekretär,

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Durchführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region beigefügt zu werden.

Namur, den 31. Oktober 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
 beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,
 den Bezugschufen Arbeiten und dem Wasser, für die Wallonische Region,
A. VAN der BIEST

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung,
 der Erhaltung der Natur und den Industriezonen, für die Wallonische Region,
E. HISMANS

Der Minister der Raumordnung, der Forschung,
 der Neuen Technologien und der Auswärtigen Beziehungen, für die Wallonische Region,
A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 91 — 3419

[C — 27540]

**31 OKTOBER 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
 tot uitvoering van het decreet van 11 september 1985
 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op de artikelen 100 en 235;

Gelet op de Richtlijn 85/337 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 27 juni 1987 betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten;

Gelet op het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Waalse Raad voor Leefmilieu;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van de Ministers van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting, van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen, van de Minister van Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water en van de Minister van Tewerkstelling belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen en algemeenheden*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- 1° Het decreet : het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest;
- 2° De Raad : de « Conseil wallon de l'Environnement » (Waalse Raad voor Leefmilieu);
- 3° De bevoegde Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de materie waarop de vereiste vergunning betrekking heeft, behoort;
Wanneer de vergunning op verschillende materies betrekking heeft, dient onder « bevoegde Minister » te worden verstaan ieder van de voor die materies bevoegde Ministers;
- 4° Het bevoegd Bestuur : de dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest of de administratieve dienst van de overheid die bevoegd is voor de materie waarop de vereiste vergunning betrekking heeft;
Wanneer de vergunning op verschillende materies betrekking heeft, dient onder « bevoegd Bestuur » te worden verstaan ieder van de voor die materies bevoegde diensten;
- 5° Het gemeentebestuur : het gemeentebestuur van de plaats waar het project overwogen wordt;
Wanneer het project op het grondgebied van verschillende gemeenten overwogen wordt, vormt ieder van de betrokken gemeentebesturen een gemeentebestuur in de zin van dit besluit.
- 6° De Executieve : de Waalse Gewestexecutieve die collegiaal beslist;
- 7° De opdrachtgever : de persoon die de vergunningsaanvraag of -aanvragen) indient met betrekking tot het project die zij wenst uit te voeren.
- 8° De studieontwerper : de persoon die een milieu-effectonderzoek uitvoert.

Art. 2. Elk advies van de Raad dient binnen vijftien dagen met ingang van de ontvangst van deze adviesaanvraag te worden bekendgemaakt aan de overheid die het vraagt. Die termijn wordt opgeschort tijdens de maanden juli en augustus.

Behalve in de in artikel 11, § 2, van het decreet bedoelde gevallen wordt het door de Raad uitgebrachte advies geacht gunstig te zijn.

Alinéa's 1 en 2 zijn van toepassing bij gebrek aan een tegengestelde bepaling in dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Administratieve akten onderworpen aan het milieu-effectrapport*

Art. 3. De afgifte van volgende administratieve akten wordt onderworpen aan de opstelling van het door het decreet bepaalde milieu-effectrapport :

1. der vergunningen vereist krachtens titel I, hoofdstuk 1 van het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming;
2. de bouw- en verkavelingsvergunningen vereist krachtens de artikelen 41, 45 en 53 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw;
3. de ontginningsvergunningen vereist krachtens het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven;
4. de mijnconcessies vereist krachtens het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen;
5. de vergunningen voor de ontsluiting van steenberggen vereist krachtens het decreet van 9 mei 1985 met betrekking tot de ontsluiting van de steenberggen;
6. de krachtens artikel 19 van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen voor de vestiging en de exploitatie van een gecontroleerde stortplaats, een opslagplaats of een afvalbehandelingsinstallatie vereiste vergunningen;
7. de vergunningen betreffende de voor de inrichting van wedstrijden, test- en oefenritten met motorvoertuigen permanent gebruikte omlopen of terreinen, vereist krachtens het koninklijk besluit van 10 juni 1976 houdende organisatie van wedstrijden, test- en oefenritten met motorvoertuigen.

HOOFDSTUK III. — *Het milieu-effectrapport wanneer verschillende vergunningen worden vereist*

Art. 4. Wanneer meerdere vergunningen vereist zijn voor één project waarvan verschillende elementen op hetzelfde geografisch gebied zijn gelegen en functioneel met elkaar verbonden zijn, wordt dat project onderworpen aan één enkel milieu-effectrapport.

De enigheid van het in het alinea 1 bedoelde milieu-effectrapport is slechts toegepast voor zover de aanvrager gelijktijdig een enig voorafgaand milieu-effectrapport bij de verschillende bevoegde overheden indient.

Het enig milieu-effectrapport omvat alle gegevens die de verschillende milieu-effectrapporten of ieder document dat daarvan plaats inneemt, zouden moeten verstreken indien de aanvragen afzonderlijk zouden ingediend worden.

Het milieu-effectrapport verwijst duidelijk naar dit artikel.

Art. 5. Wanneer een project onderworpen is aan één enkel milieu-effectrapport houdt dit rapport het volgende in :

- 1° de organisatie van een enige raadpleging van het publiek voor de uitvoering van het milieu-effectonderzoek in de gevallen bedoeld in artikel 12, § 2, van het decreet;
- 2° de uitvoering van een enig milieu-effectonderzoek;
- 3° de organisatie na de uitvoering van het milieu-effectonderzoek van een enige procedure van advies;
- 4° het opmaken van één enkel milieu-effectrapport.

Art. 6. Wanneer verschillende bevoegde overheden de uitvoering van een milieu-effectonderzoek voorschrijven en aan de in artikel 4 bepaalde voorwaarden wordt voldaan, wordt de procedure behandeld door alleen één enkele van de overeenkomstig alinea's 2 en 3 aangewezen overheden.

In dit geval wordt de aan de bevoegde autoriteit toegewezen bevoegdheden uitgeoefend door de bevoegde Minister of bij zijn ontstentenis door de Bestendige Deputatie, of bij haar ontstentenis door de bevoegde afgevaardigde ambtenaar.

Indien verschillende Ministers betroffen zijn, zal de Executieve beslissen welke Minister de bevoegdheden de van bevoegde autoriteit zal uitoefenen.

Dit artikel is niet meer van toepassing na de indiening van het milieu-effectrapport.

HOOFDSTUK IV. — *Het voorafgaand milieu-effectrapport en het milieu-effectonderzoek in het algemeen*

Art. 7. Elke vergunningsaanvraag omvat in dubbelzinnig een voorafgaand milieu-effectrapport.

De vergunningsaanvrager vult daartoe het formulier in waarvan het model bij dit besluit als bijlage I wordt gevoegd.

De vergunningsaanvraag vergezeld van haar bijlagen vormt het voorafgaand milieu-effectrapport voor de volgende vergunningen :

1. de vergunningen voor de ontsluiting van steenbergen vereist krachtens het decreet van 9 mei 1985 met betrekking tot de ontsluiting van de steenbergen;

2. de voor de oprichting en de exploitatie van een gecontroleerde stortplaats, van een opslagplaats of van een afvalbehandelingsinrichting vereiste vergunningen welke krachtens artikel 19 van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen worden vereist;

3. de mijnconcessies vereist krachtens het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen;

4. de winningsvergunningen vereist krachtens het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven;

Art. 8. § 1. Na ontvangst van het voorafgaand milieu-effectrapport richt de bevoegde autoriteit een exemplaar ervan aan het bevoegde bestuur. De bevoegde autoriteit brengt het bestuur op de hoogte van elke bijkomende aanvraag om informatie.

Gaat het om een project dat alleen op één milieu-effectrapport wordt onderworpen, richt elke autoriteit bevoegd om te beslissen over de vergunningsaanvraag waarvan zij kennis moet nemen een exemplaar van het rapport aan het bestuur dat voor die aanvraag bevoegd is.

§ 2. Na ontvangst van de in artikel 10, § 3, van het decreet bedoelde bijkomende informatie doet de bevoegde autoriteit afschrift ervan toekomen aan het bevoegde bestuur.

Gaat het om een project dat alleen op één milieu-effectrapport wordt onderworpen, richt elke autoriteit bevoegd om over de vergunningsaanvraag te beslissen, een exemplaar van de bijkomende informatie aan het bevoegde bestuur.

§ 3. Het bevoegde bestuur onderzoekt of de vergunningsaanvraag op een in bijlage II opgenomen project betrekking heeft of indien andere redenen het opleggen van een milieu-effectonderzoek zouden verantwoorden. Het doet verslag daarover voor de bevoegde autoriteit binnen een termijn van vijftien dagen met ingang van de ontvangst van het voorafgaand milieu-effectrapport of van de bijkomende informatie.

§ 4. Wanneer op advies van het bevoegde bestuur de bevoegde autoriteit oordeelt dat een in bijlage II bedoeld project belangrijke effecten op het leefmilieu van naburige territoriale entiteiten zou kunnen hebben, richt het aan die entiteiten het voorafgaand milieu-effectrapport.

HOOFDSTUK V. — *Het beoordelingsnormensysteem*

Art. 9. Worden van rechtswege onderworpen aan de uitvoering van een milieu-effectonderzoek :

1^o Elk project bedoeld in bijlage II dat het voorwerp is van een aanvraag van ten minste één van de in artikel 3 bedoelde administratieve akten voor zover die akteaanvraag betrekking heeft op ten minste één van de volgende stappen :

a) de oprichting van een nieuw project;

b) de vernieuwing van een vergunning betreffende een bestaande inrichting;

c) de capaciteitsverhoging van een bestaande inrichting met meer dan één vijfde van de capaciteit van oorsprong die de overschrijding van de als drempelwaarde in voornoemde bijlage aangegeven capaciteit veroorzaakt;

2^o Elke aanvraag om bouwvergunning voor een inrichting bestemd voor de produktie, de verrijking of de opwerking van kernbrandstoffen en onderworpen aan de toekenning van een bouwvergunning, alsmede voor een industriële inrichting voor het ophalen en de behandeling van radioactieve afval en onderworpen aan de toekenning van een bouwvergunning;

Indien voor de andere projecten dan die bedoeld in paragraaf 1, 1^o, de bevoegde overheid beslist dat een milieu-effectonderzoek dient te worden uitgevoerd, moet deze beslissing speciaal met redenen worden omkleed.

De bevoegde overheid deelt haar beslissing een milieu-effectonderzoek te laten uitvoeren en haar eisen over de inhoud van dit onderzoek mede aan de vergunningsaanvrager en aan het bevoegde bestuur.

HOOFDSTUK VI. — *De auteurs van de milieu-effectonderzoeken*

Afdeling I. — Erkenning en erkenningsintrekking van de auteurs van milieu-effectonderzoeken

Art. 10. De erkenning van de auteurs van milieu-effectonderzoeken wordt toegekend voor één of verschillende categorieën van projecten, te weten :

— Ruimtelijke ordening : grote vervoerinfrastructuren en stuwdammen;

— Ruimtelijke ordening : projecten van middelgrote omvang, inzonderheid op de uitrustingen en de landelijke en recreatieinrichtingen;

— Ruimtelijke ordening : stedenbouw;

— Mijnen en groeven;

— Industrieprocessen met betrekking tot de energie;

— Industrieprocessen inzake stofverwerking;

— Behandeling en opslag van afvalstoffen;

— Vergunning verbonden aan de landbouwkundige exploitatie.

Art. 11. Elke natuurlijke of rechtspersoon mag een erkenningsaanvraag indienen. Deze aanvraag moet tegelijkertijd bij de Minister tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort en bij de directeur-generaal van de dienst « Administration des Ressources Naturelles et de l'Environnement » worden ingediend.

Art. 12. De erkenningsaanvraag bevat de volgende gegevens :

1. de naam en het adres van de aanvrager;
2. indien deze erkenningsaanvraag door een maatschappij of een vereniging wordt ingediend, een afschrift van de statuten, alsmede de lijst van de bestuurders of zaakvoerders;
3. de titels, bekwaamheden en referenties van de aanvrager en van zijn eventuele collaborateurs;
4. de technische middelen waarover de aanvrager beschikt;
5. de in artikel 10 bepaalde categorieën van projecten waarvoor de aanvrager milieu-effectonderzoeken kan uitvoeren.

Wanneer de aanvraag een erkenningsvernieuwing betreft, moet bovendien de aanvraag vergezeld worden van de lijst van de door de aanvrager uitgevoerde milieu-effectonderzoeken, alsmede van de eventuele wrakingen uitgesproken sinds de toekenning van de vorige erkenningsbesluit.

Art. 13. Binnen 10 dagen na ontvangst van de aanvraag betekent het bestuur, bij een ter post aangetekende brief, een ontvangstbewijs aan de aanvrager of brengt hem onder dezelfde voorwaarden daarvan op de hoogte dat zijn aanvraag niet ontvankelijk is. Bij gebrek aan bekendmaking binnen de voorgeschreven termijn wordt de aanvraag ontvankelijk geacht.

Art. 14. Zodra een aanvraag ontvankelijk wordt verklaard of als ontvankelijk wordt beschouwd, legt het bestuur haar aan het advies van de Raad voor.

Art. 15. Op de voordracht van de directeur-generaal van de Dienst Natuurlijke hulpbronnen en Leefmilieu beslist de Minister over de erkenningsaanvraag bij een met redenen omklede beslissing die binnen dertig dagen na ontvangst van het advies van de Raad of bij gebreke ervan de datum waarop de Raad een gunstig advies geacht is te hebben uitgebracht, aan de aanvrager wordt bekendgemaakt.

Het erkenningsbesluit wordt bekendgemaakt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 16. Het erkenningsbesluit moet de in artikel 10 bepaalde categorieën van projecten vaststellen waarvoor de begunstige van de erkenning milieu-effectonderzoeken kan uitvoeren.

Art. 17. In geval van wijziging van één van de overeenkomstig artikel 12 in de erkenningsaanvraag vermelde elementen, dient de erkende auteur de directeur-generaal van de dienst « Ressources naturelles et Environnement » onmiddellijk in te lichten door middel van een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs. Indien deze laatste oordeelt dat de medegedeelde wijzigingen van dien aard zijn dat zij de erkenningsbeslissing zouden kunnen wijzigen, verwittigt hij de erkende auteur van het milieu-effectonderzoek binnen 30 dagen bij een ter post aangetekende brief.

Zodra hij de verwittiging ontvangen heeft, beschikt de erkende auteur over een termijn van 60 dagen om de maatregelen die hij overweegt te treffen ten einde de bezwaren van die wijzigingen te ondervangen, aan de directeur-generaal van de Dienst « Ressources naturelles et Environnement » mede te delen.

Art. 18. Wanneer de Minister tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort oordeelt dat het milieu-effectonderzoek van middelmatig kwaliteit is, kan hij na inwinning van het advies van het Raad en bij een met redenen omklede beslissing die bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs wordt bekendgemaakt, een waarschuwing aan de erkende auteur mededelen.

Art. 19. De Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort kan bij een met redenen omkleed besluit de erkenning als auteur van milieu-effectonderzoeken tijdelijk of definitief intrekken of de voorwaarden daarvan wijzigen :

1. in de in artikel 17 bedoelde gevallen wanneer de maatregelen ten einde de bezwaren van de medegedeelde wijzigingen onvoldoende worden geacht;

2. wanneer na een besluit zoals bedoeld in artikel 18 dezelfde situatie opnieuw opkomt.

Het besluit tot intrekking of het besluit tot wijziging van de erkenningsvoorwaarden mag slecht genomen worden na advies van de Raad en nadat de erkende auteur door de Raad behoorlijk gehoord of opgeroepen werd.

Het intrekkingbesluit wordt bekendgemaakt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*.

De auteur van milieu-effectonderzoeken die zijn erkenning verliest, wordt hij niet meer gemachtigd nieuwe overeenkomsten te sluiten met het oog op de uitvoering van een milieu-effectonderzoek.

Alinea 4 is ook van toepassing in geval van gemotiveerd besluit tot weigering van een erkenningsher-nieuwing; daarentegen is hij niet van toepassing in geval van tenietgaan — door verval van tijd — van een erkenning waarvoor nog niet beslist is over de hernieuwingsaanvraag.

Afdeling II. — De keuze van de auteur van een milieu-effectonderzoek

Art. 20. De vergunningsaanvrager kiest de auteur van het milieu-effectonderzoek dat hij moet laten uitvoeren onder de personen erkend als auteurs van milieu-effectonderzoeken voor de categorie waartoe zijn project overeenkomstig artikel 10 behoort.

Hij betekent onmiddellijk zijn keuze bij een ter post aangetekende brief aan :

1° de bevoegde overheid;

2° de bevoegde Minister;

3° de Minister tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort wanneer zij niet met 1 of 2 overeenstemt.

Hij betekent ook zijn keuze aan de Raad bij gewone brief.

Afdeling III. — Wraking van een als auteur van een milieu-effectonderzoek gekozen persoon

Art. 21. Elke als auteur van een milieu-effectonderzoek gekozen persoon kan gewraakt worden indien zij zich in omstandigheden bevindt die de onafhankelijke uitvoering van haar opdracht in twijfel zou kunnen trekken.

Art. 22. Elke van de in artikel 21, alinea 2, 1 tot 3, bedoelde overheden mag de wraking van een als auteur van een milieu-effectonderzoek gekozen persoon voorstellen.

De wraking kan slechts binnen vijftien dagen na ontvangst van de in artikel 21, alinea 1, bedoelde brief voorgedragen worden.

Art. 23. Het wrakingsvoorstel moet met redenen worden omkleed.

Het voorstel wordt bekendgemaakt aan de als auteur van het onderzoek gekozen persoon bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs. Tegelijkertijd wordt een afschrift ervan naar de vergunningsaanvrager en de andere in artikel 20 bedoelde instanties gestuurd.

Art. 24. De als auteur van het onderzoek gekozen persoon legt onderaan de wrakingsakte, samen met zijn antwoorden op de wrakingsredenen, een schriftelijke verklaring af waarbij hij de wraking aanvaardt of weigert.

Hij moet die verklaring binnen acht dagen na ontvangst van de wrakingsakte bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs betekenen aan de overheid die wraking heeft voorgedragen, aan de aanvrager en aan de in artikel 20 bedoelde instanties. Zoniet wordt zij geacht met de wraking in te stemmen.

In geval van instemming kiest de vergunningsaanvrager overeenkomstig artikel 20 een andere auteur van milieu-effectonderzoek.

Art. 25. Wanneer de als auteur van het onderzoek gekozen persoon de wraking weigert, wordt de overheid die de wraking heeft voorgedragen, ertoe gehouden de voorzitter van de Executieve binnen een termijn van acht dagen na ontvangst van de in artikel 24 bedoelde verklaring ervan op de hoogte te brengen.

Zoniet wordt de overheid die de wraking heeft voorgedragen, geacht de argumenten van de auteur van het milieueffectonderzoek te aanvaarden.

Binnen vijf dagen na ontvangst van de aanvraag van de overheid die de wraking heeft voorgedragen, vraagt de voorzitter van de Executieve het advies van de Raad. Deze laatste brengt advies uit nadat hij de overheid die de wraking heeft voorgedragen, de als auteur van het onderzoek gekozen persoon en de vergunningsaanvrager of hun vertegenwoordigers de mogelijkheid heeft gegeven gehoord te worden. De Raad deelt zijn advies binnen twintig dagen mede aan de voorzitter van de Executieve, zoniet wordt hij geacht een voor de wraking ongunstig advies te hebben uitgebracht.

Art. 26. De Executieve beslist bij een met redenen omklede beslissing binnen veertig dagen na de datum waarop zij aanhangig werd gemaakt, zoniet wordt zij geacht de wraking te weigeren.

De beslissing wordt onverwijld bekendgemaakt aan de als auteur van het onderzoek gekozen persoon, aan de vergunningsaanvrager en aan de in artikel 20 bedoelde instanties.

In geval van instemming kiest de aanvrager overeenkomstig artikel 20 een nieuwe auteur van het milieu-effectonderzoek.

HOOFDSTUK VII. — Raadpleging van het publiek voorafgaand aan het milieu-effectonderzoek, omtrent de door publiekrechtelijke personen overwogen projecten

Art. 27. § 1. Voor de door publiekrechtelijke personen overwogen projecten wordt het milieu-effectonderzoek voorafgegaan door een raadpleging van het publiek die overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk tot stand wordt gebracht.

§ 2. De overheidsbedrijven die hun activiteiten in mededinging met de in artikel 12, § 2, alinea 3, van het decreet, bedoelde privaatrechtelijke personen uitoefenen, kunnen een afwijkingsaanvraag indienen bij de Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort de in § 1 bepaalde verplichting aanvragen.

De afwijkingsaanvraag wordt gevoegd bij de in artikel 20, alinea 2, bedoelde aangetekende brief.

Een afschrift daarvan wordt medegedeeld bij gewone brief aan de door die bepaling bedoelde instanties.

De Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort, beslist binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de aanvraag bij een met redenen omklede beslissing. Het gebrek aan een binnen die termijn bekendgemaakte beslissing wordt beschouwd als een weigering van de aanvraag.

Art. 28. Voor de projecten waarvoor de in artikel 27, § 2, bedoelde afwijking niet werd verzocht of toegestaan, richt de vergunningsaanvrager een dossier aan het gemeentebestuur dat de volgende documenten bevat :

1. het voorafgaand milieu-effectrapport;
2. de beslissing waarbij de uitvoering van een milieu-effectonderzoek voorgeschreven wordt en de inhoud ervan bepaald wordt;
3. een afschrift van de brief waarmee de vergunningsaanvrager zijn keuze van de auteur van het milieu-effectonderzoek bekendmaakt.

Art. 29. Binnen acht dagen na ontvangst van de in artikel 29 bedoelde documenten moet het gemeentebestuur gedurende een duur van dertig dagen berichten aanplakken die met het model van bijlage III van dit besluit overeenstemmen :

1. op de gewone aanplakkingsplaatsen;
2. op drie plaatsen, langs een openbare rijweg of een doorgangsweg, vlak bij de plaats voorzien voor de uitvoering van het project.

De adviezen worden gedrukt in zwart op gele bladen; hun oppervlakte bedraagt minimum 35 dm².

Er wordt zorg gedragen dat de adviezen gedurende de hele duur van de aanplakking goed zichtbaar en leesbaar blijven.

Art. 30. De in artikel 29 bedoelde documenten kunnen gedurende dertig dagen met ingang van het begin van de aanplakking en tijdens de openingstijden van de diensten, op het gemeentehuis worden geraadpleegd.

Art. 31. Tussen de zesde en de vijftiende dag met ingang van het begin van de aanplakking wordt een informatievergadering door het gemeentebestuur bijeengeroepen die voor het publiek toegankelijk is.

Worden eveneens voor die vergadering opgeroepen en kunnen zich daarbij laten vertegenwoordigen :

1. de vergunningsaanvrager;
2. de auteur van het onderzoek;
3. de bevoegde overheid;
4. het bevoegde bestuur;
5. de Raad die hoogstens twee van zijn leden mag afvaardigen.

De vergadering heeft tot doel :

- 1^o de vergunningsaanvrager in staat te stellen het project voor te stellen;
- 2^o de bevolking in staat te stellen vragen te stellen en voorstellen over het project te formuleren.

De burgemeester of zijn vertegenwoordiger zit de vergadering voor en maakt de notulen daarvan op.

Art. 32. Gedurende de aanplakkingstermijn mag iedereen overeenkomstig artikel 12, alinea 2, van het decreet een alternatieve voorstellen voor het oorspronkelijke project; dat voorstel dient schriftelijk met melding van naam en adres ingediend worden.

Art. 33. Binnen vijf dagen na het verstrijken van de aanplakkingstermijn brengt het gemeentebestuur de notulen van de informatievergadering en een afschrift van de overeenkomstig artikel 32 voorgedragen alternatieven ter kennis van de in artikel 31, § 2, bedoelde personen en overheden.

Binnen dezelfde termijn betekent het gemeentebestuur dezelfde documenten aan de andere personen die aan de informatievergadering hebben deelgenomen en die hun aanwezigheid in de notulen hebben aangetekend.

Elke burger kan tegen betaling van de kostprijs een afschrift van de in alinea 1 bedoelde documenten behalen.

Art. 34. De in dit hoofdstuk voorziene termijnen, met uitzondering van die bedoeld in artikel 27, § 2, alinea 3, worden opgeschort tijdens de maanden juli en augustus.

HOOFDSTUK VIII. — *De openbare onderzoek, de overleg en de adviezen over het milieu-effectonderzoek*

Afdeling I. — In het algemeen

Art. 35. Wanneer het milieu-effectonderzoek beëindigd is, richt de aanvrager vijf exemplaren daarvan aan de bevoegde overheid. De bevoegde overheid bevestigt er ontvangst van binnen vijf dagen.

Art. 36. Het milieu-effectonderzoek wordt onmiddellijk aan het bevoegde bestuur gestuurd.

Art. 37. Binnen vijf dagen na ontvangst van het onderzoek stuurt voor de toepassing van deze afdeling het bevoegde bestuur het dossier aan de in die afdeling vermelde overheden.

Het dossier bevat de volgende documenten of een afschrift ervan :

- 1° het voorafgaand milieu-effectrapport;
- 2° de beslissing die de uitvoering van een milieu-effectonderzoek voorschrijft en die de inhoud en de modaliteiten daarvan bepaalt;
- 3° de notulen van de informatievergadering en een afschrift van de overeenkomstig artikel 32 voorgestelde alternatieven wanneer het publiek voor de uitvoering van het milieu-effectonderzoek werd geraadpleegd;
- 4° het milieu-effectonderzoek.

Art. 38. § 1. Het dossier wordt medegedeeld voor advies :

1. in tweevoudig aan de Raad;
2. aan de Regionale Commissie voor Ruimtelijke Ordening wanneer het milieu-effectonderzoek één van de volgende beslissingen voorafgaat :
 - a) een beslissing die over een aanvraag om bouw- of verkavelingsvergunning beslist;
 - b) een beslissing die over een aanvraag om winningsvergunning ingediend krachtens het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven beslist;
 - c) een beslissing die over een aanvraag om ontsluiting van een koolsteenbergt beslist.

§ 2. De Raad en de Adviescommissie voor Ruimtelijke Ordening brengen, ieder wat hem betreft, een met redenen omkleed advies uit over de kwaliteit van het milieu-effectonderzoek en over de geschiktheid van het project.

Dit advies wordt medegedeeld aan de bevoegde overheid binnen 30 dagen na ontvangst van het dossier. Die termijn wordt opgeschort gedurende de maanden juli en augustus. Bij gebrek aan advies binnen die termijn wordt het advies van de Raad of van de Commissie gunstig geacht.

§ 3. De Raad en de Adviescommissie voor Ruimtelijke Ordening kunnen, ieder wat hem betreft, de hulp van het betrokken bestuur vereisen om hun advies te voorbereiden.

Art. 39. Wanneer de bevoegde overheid oordeelt dat het project aanzienlijke effecten kan hebben op het leefmilieu van een naburige Lidstaat van de Europese Gemeenschappen, van een naburige gewest, provincie of gemeente, stuurt ze het dossier al naar gelang van het geval naar de overheid die bevoegd is om de buitenlandse Staat daarvan op de hoogte te brengen, naar de voorzitter van de betrokken Executieve of naar voornoemde provincies of gemeenten.

Hetzelfde geldt wanneer één van die overheden dit dossier vraagt.

Art. 40. Het dossier wordt gestuurd aan het gemeentebestuur binnen vijf dagen met ingang van de ontvangst van het onderzoek met het oog op de uitvoering van het openbare onderzoek overeenkomstig afdeling II van dit hoofdstuk.

Afdeling II. — Het openbare onderzoek

Onderafdeling 1. — Informatie van het publiek

Art. 41. Binnen acht dagen na ontvangst van het dossier en gedurende een termijn van dertig dagen worden berichten die met het model van bijlage IV overstemmen, aangeplakt door het gemeentebestuur :

1. op de gewone aanplakkingsplaatsen;
2. op drie plaatsen, langs een openbare rijweg of een doorgangsweg, vlak bij de plaats voorzien voor de uitvoering van het project.

De adviezen worden in het zwart op gele papier gedrukt; hun oppervlakte bedraagt minimum 35 dm².

De adviezen moeten gedurende de hele duur van de aanplakking goed zichtbaar en leesbaar blijven.

Art. 42. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het dossier geeft het gemeentebestuur, tweemaal in twee dagbladen uit de streek, bericht van adviezen die met het model van bijlage IV overeenstemmen.

Art. 43. Het dossier mag geraadpleegd worden op het gemeentehuis tijdens de openingstijden van de diensten.

Een afschrift van de niet-technische samenvatting van het onderzoek wordt gegeven aan iedere persoon die het vordert tegen betaling van de kostprijs van de fotocopie daarvan; die kostprijs wordt bepaald door het bestuur.

Onderafdeling II. — Opmerkingen en schriftelijke bezwaren van het publiek

Art. 44. Gedurende de aanplakkingsduur mag iedereen zijn schriftelijke opmerkingen en bezwaren met zijn naam en adres bij het gemeentebestuur indienen. Na het verstrijken van de aanplakkingstermijn worden de opmerkingen samen met het proces-verbaal van sluiting van het openbare onderzoek naar het bevoegde bestuur gestuurd.

De personen die beroep doen op die mogelijkheid worden voor de toepassing van die afdeling en van de volgende afdelingen « de eisers » genoemd.

Onderafdeling III. — De overleg

Art. 45. Een overlegvergadering wordt bijeengeroepen door het bestuur wanneer het aantal eisers groter is dan vijftientig.

De vergadering wordt gehouden op de eenentwintigste dag na het verstrijken van de aanplakkingstermijn. Wanneer die termijn vervalt op een zaterdag, zondag of op een wettelijk feestdag, wordt de vergadering gehouden de eerste volgende werkdag.

De in de in artikel 41, alinea 1, bedoelde adviezen vermelden de datum, uur en plaats van de vergadering.

Art. 46. Kunnen de vergadering bijwonen de leden van de drie volgende groepen :

1° de vertegenwoordigers van de bevoegde overheid, te weten :

- a) de vertegenwoordigers van de door de overheid uitgenodigde besturen;
- b) de vertegenwoordigers van het bevoegde bestuur;
- c) de vertegenwoordigers van het College van Burgemeester en Schepenen;
- 2° de vertegenwoordigers of experts van de eisers;
- 3° de vergunningsaanvrager en zijn eventuele vertegenwoordigers.

Ieder van de in het alinea 1 bedoelde groepen bestaan uit maximum negen leden.

Wonen eveneens de overlegvergadering bij :

- 1. de auteur van het milieu-effectonderzoek;
- 2. de Raad die maximum twee van zijn leden daarin kan afvaardigen.

Art. 47. Vanaf het begin van het openbare onderzoek vraagt het gemeentebestuur aan de bevoegde overheid de voor het vormen van de in artikel 46, alinea 1, a, bedoelde groep op te roepen personen aan te wijzen.

Art. 48. Gedurende vijftien dagen na het verstrijken van de aanplakkingstermijn stelt het gemeentebestuur de lijst van de namen en adressen van de eisers ter beschikking van elke persoon die er persoonlijk belang aan hecht.

Art. 49. De overlegvergadering wordt voorgezet door een vertegenwoordiger van de bevoegde overheid.

Art. 50. De bevoegde overheid maakt binnen 10 dagen na de overlegvergadering, de notulen daarvan op en stuurt die notulen aan het bevoegde bestuur.

Onderafdeling IV. — Opschorting van de termijnen gedurende de maanden juli en augustus

Art. 51. De in die afdeling voorziene termijnen, met uitzondering van die bedoeld in artikel 50 worden opgeschort gedurende de maanden juli en augustus.

HOOFDSTUK IX. — *Het milieu-effectrapport*

Art. 52. Het bevoegde bestuur stelt een milieu-effectrapport op binnen 30 dagen na ontvangst hetzij van het proces-verbaal van sluiting van het openbare onderzoek hetzij van de notulen van de overlegvergadering.

De bezwaren worden bij die processen-verbaal gevoegd.

Art. 53. Het milieu-effectrapport moet de volgende documenten bevatten :

- 1. een samenvatting van het milieu-effectonderzoek, alsmede de adviezen en opmerkingen die sinds de indiening van de vergunningsaanvraag werden uitgebracht;
- 2. andere elementen ten einde de beslissing van de bevoegde overheid die over de vergunningsaanvraag moet beslissen, te verduidelijken;
- 3. de conclusies van het bestuur;
- 4. de eventuele opmerkingen van de naburige gemeenten en provincies, gewesten en Staten.

Art. 54. Het bevoegde bestuur richt het milieu-effectrapport aan de bevoegde overheid.

Het bevoegde bestuur richt een afschrift daarvan :

- 1. aan de vergunningsaanvrager;
- 2. aan de auteur van het milieu-effectonderzoek;
- 3. aan het gemeentebestuur;
- 4. aan de deelnemers aan de overlegvergadering indien deze diende te worden gehouden.

Art. 55. Een bericht dat vermeldt dat het milieu-effectrapport op een door het bestuur bepaalde plaats kan worden geraadpleegd, wordt aangeplakt gedurende een termijn van vijftien dagen na ontvangst van dit rapport op de gewone aanplakingsplaatsen.

HOOFDSTUK X. — *Bekendmaking van de beslissing tot toekenning en van de beslissing tot weigering van de vergunning*

Art. 56. Tegelijkertijd zij haar beslissing over een vergunningsaanvraag betreffende een project die het voorwerp was van een milieu-effectonderzoek aan de aanvrager betekent, richt de bevoegde overheid een afschrift van de beslissing aan het gemeentebestuur. In voorkomend geval wordt de afschrift van de beslissing eveneens medegedeeld aan de naburige gemeenten en provincies, aan de voorzitter van de andere Gewestexecutieve(n) en aan de bevoegde Minister met het oog op de mededeling van die beslissing aan de Lidstaten van de Europese Economische Gemeenschappen.

Art. 57. Binnen vijftien dagen na de in artikel 56 bedoelde bekendmaking en gedurende een termijn van dertig dagen worden berichten die met het model van bijlage VI overeenstemmen, aangeplakt door het gemeentebestuur :

- 1° op de gewone aanplakingsplaatsen;
- 2° op drie plaatsen, langs een openbaar rijweg of een doorgangsweg, vlak bij de plaats die voor de uitvoering van het project is of was voorzien.

De adviezen worden in het zwart op gele papier gedrukt; hun oppervlakte bedraagt minimum 35 dm². De adviezen moeten gedurende de hele duur van de aanplakking goed zichtbaar en leesbaar blijven.

Art. 58. De beslissing die over de vergunningsaanvraag beslist, mag geraadpleegd worden op het gemeentebestuur tijdens de openingstijden van de diensten.

Art. 59. De bepalingen van dit hoofdstuk benadelen niet de regelen betreffende de bekendmaking en de raadpleging van de beslissingen die over de andere vergunningsaanvragen dan vermeld in artikel 3 beslist.

HOOFDSTUK XI. — Slot- en overgangsbepalingen

Art. 60. De Raad wordt geraadpleegd over elk besluitontwerp houdende wijziging van artikel 10 of van bijlage II.

Wanneer de Executieve van het advies van de Raad wij afwijken, moet het besluitontwerp met redenen worden omkleed.

Art. 61. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 juli 1990 houdende uitvoering van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest wordt opgeheven.

Art. 62. Bij wijze van overgangsmaatregel en voor een duur van vijf jaar met ingang van de bekendmakingsdatum van dit besluit kan de bevoegde overheid bij wie een aanvraag om hernieuwing van een vergunning wordt ingediend, beslissen de betrokken vergunning(en) te verlengen voor de duur die zij bepaalt, wanneer zij noodzakelijk is voor de uitvoering van de milieu-effectbeoordelingsprocedure voorzien door decreet.

De vergunning wordt verlengd voor maximum twee jaar.

Art. 63. De Ministers tot wiens bevoegdheden het leefmilieu, de ruimtelijke ordening, het beleid van de ondergrondse hulpbronnen, het water en het natuurbehoud, behoren, zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 oktober 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,
A. VAN der BIEST

De Minister van Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,
E. HISMANS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Nieuwe Technologieën
en Buitenlandse Betrekkingen voor het Waalse Gewest,
A. LIENARD

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,
G. LUTGEN

Bijlage I. A.

**FORMULIER VAN HET VOORAFGAAND MILIEU-EFFECTRAPPORT VAN EEN PROJECT IN HET KADER
VAN EEN VERGUNNINGSAANVRAAG OM EXPLOITATIE KRACHTENS HET ALGEMEEN REGLEMENT
VOOR ARBEIDSBESCHERMING**

1. Titel van het project
2. Algemene inlichtingen
 - 2.1. Opdrachtgever
 - Naam of benaming
 - Adres
 - Telefoonnummer
 - Persoon die voor het project verantwoordelijk is
 - 2.2. (in voorkomend geval) de door de opdrachtgever gemandateerde adviseur
 - Naam of benaming
 - Adres
 - Telefoonnummer
 - Persoon die voor het project verantwoordelijk is
3. Localisatie van de plaats en van haar omgevingen voor de uitvoering van het project
 - 3.1. Voor de geplande plaats of plaatsen, het natuurlijke en menselijke milieu zoals het voor de uitvoering van het project verschijnt, beschrijven.
 - 3.2. Een situatieplan van de plaats in haar gewest bijvoegen, met inbegrip inzonderheid van de juridische en réglementaire toestand van de plaats en van haar omgeving, bepaald door de plan van aanleg en door de besluiten ter bescherming van de bepaalde milieus.
 - 3.3. Een situatieplan bijvoegen waarbij het mogelijk is de vestiging, de aard en de bestemming van het onmiddellijk leefmilieu van de plaats te bepalen.
 - 3.4. De minimum informatie over de aard van de grond en van de ondergrond, de aanwezigheid van grondwater en van waterwinningen verstrekken.

4. Eigendom van de gronden

Het statuut van de eigendommen van de gronden waar het project voorzien is, aanwijzen. (deze inlichtingen kunnen op een kaart aangegeven worden)

5. Doeleinden en verantwoording van het project

De voornaamste vervolgte doeleinden aanwijzen en wat de eventuele uitvoering van het project verantwoordt bij wijze van problemen of van behoeften doen blijken.

6. Beschrijving van het project

(voorbereidende fase, bouwfase, exploitatiefase)

Voor elke fase het project beschrijven volgens de beoogde inrichtingen en constructies en de voornaamste kenmerken daarvan (oppervlakte, afmetingen, enz.) aanwijzen. Dienen ook te worden vermeld de verschillende werken die daarop betrekking hebben (ontbossing, onteigening, ontgraving, opvulling, enz.) en de modaliteiten inzake verrichting of exploitatie (fabricageprocessen, werkplaatsen, opslagplaatsen, ...). Alle documenten ten einde de kenmerken van het project (schets, doorsnede, enz.) beter af te grenzen, bijvoegen.

Opmerkingen

Indien de punten 1 tot 6 door informatie gedekt zijn die in het dossier van de vergunningsaanvraag als verstrekt worden, kan het daarop worden verantwoordt bij wijze van verwijzing.

7. De beoogde akten of werken worden/worden niet aangegeven in bijlage I van het decreet van de Waalse Gewestraad van 11 december 1985 of in bijlage II van het besluit van Waalse Gewestexecutieve van houdende uitvoering van voornoemd decreet van

Indien een andere vergunning (bouwvergunning ...) voor hetzelfde project wordt verzocht, de datum van de aanvraag en instelling waarbij zij ingediend wordt, vermelden.

8. Effect op het leefmilieu

a) Zal de geplande inrichting aanleiding geven tot het uitstralen van gas, stoom, water, stof of van aërosols ?

— in de lucht : ja — nee

— * de aard

* het debiet daarvan aanwijzen

b) Zal de geplande inrichting aanleiding geven tot het lozen van vloeistoffen ?

— in het oppervlaktewater : ja — nee

— * de aard (koelwater, industrieel water, stroomwater, slijk, ...)

* het debiet daarvan aanwijzen

Een plan dat de lozingsplaats(en) in de verzamleiding of in het waterloop aanwijst, moet bij het dossier gevoegd worden.

c) Vereist de geplande inrichting winningen ?

— in het oppervlaktewater :

* plaats

* hoeveelheid

— in het grondwater

* noemer van de winningsplaats

* hoeveelheid

d) De aard, de hoeveelheid, de verwijderings- en/of vervoerwijze gekozen voor de bijprodukten van afvalstoffen geproduceerd door de geplande activiteit beschrijven.

e) Mogen de beoogde activiteiten geuren in de nabuurschap veroorzaken ?

* ja — nee

* de aard ervan

* voortdurend of onregelmatig

f) Mogen de beoogde activiteiten geluidshinder voor de nabuurschap veroorzaken ?

* de aard ervan

* voortdurend of onregelmatig

g) De voorziene vervoerwijzen en de toegangs- en uitgangswegen aanwijzen

* voor het vervoer van produkten

* voor het vervoer van personen

* localisatie van parkeerzones

* localisatie van pipe-lines indien deze bestaan.

h) Schaadt de voorziene inrichting de algemene estetik van de plaats ?

ja — nee

verantwoorden

9. Maatregelen getroffen ten einde de schadelijke effecten op het leefmilieu te verminderen.

De maatregelen voorzien ten einde

— de uitstralingen in de lucht :

— de lozingen in het water :

— de produktieafvalstoffen :

— de geuren :

- het geluid :
 - het verkeer :
 - de landschapachtige uitwerking te verminderen of onschadelijk te maken, vermelden.
- Namen, 31 oktober 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,
A. VAN der BIEST

De Minister van Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,
E. HISMANS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Nieuwe Technologieën
en Buitenlandse Betrekkingen voor het Waalse Gewest,
A. LIENARD

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,
G. LUTGEN

Bijlage IB

FORMULIER VAN HET VOORAFGAAND MILIEU-EFFECTRAPPORT VAN EEN PROJECT MET HET OOG OP DE OPRICHTING VAN EEN TERREIN VOOR DE ORGANISATIE VAN WEDSTRIJDEN, TEST- EN OEFENRITTEN MET MOTORVOERTUIGEN

1. Titel van het project
2. Algemene inlichtingen
 - Naam :
 - Adres :
 - Telefoon :
 Persoon die voor het project verantwoordelijk is
3. Staat van de plaats
 - Localisatie van het terrein :
 - Juridisch statuut van het gebied :
 - Eigendom van de terreinen :
 - Aard van de doorgesneden terreinen :
 - Huidige toestand (in exploitatie) (aard en vervalddag van de vergunning) :
 - Voorziening van de plaats : water, elektriciteit, riolering, parkplaatsen, toegangswegen :
 - Nabuurschap : afstand van de woningen
4. Beschrijving en verantwoording van het project :
 - aantal voorziene wedstrijden
 - tempo van de oefenritten
 - voorzien publiek
 - menselijke en geldmiddelen van de opdrachtgever
5. Milieu-effectbeoordeling
 - Geluid
 - Verkeer
6. Getroffen maatregelen om de geluidshinder te verminderen

Namen, 31 oktober 1991.

Gezien om bij het besluit van de Executieve van 31 oktober 1991 houdende uitvoering van het decreet van 11 september 1985 houdende regeling van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest te worden gevoegd.
Namen, 31 oktober 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,
A. VAN der BIEST

De Minister van Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,
E. HISMANS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Nieuwe Technologieën
en Buitenlandse Betrekkingen voor het Waalse Gewest,
A. LIENARD

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,
G. LUTGEN

Bijlage I C

FORMULIER VAN HET VOORAFGAAND MILIEU-EFFECTRAPPORT

In het kader van een bouw- of verkavelingsvergunningsaanvraag, waalse wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw, artikelen 41,45, 45 bis, 45 ter en 53

1. Algemene inlichtingen

— Aanvrager (+ de eventuele gemachtigde) :

— Adres :

— Telefoonnummer :

— Datum van de aanvraag :

— Duidelijk voorwerp van de aanvraag :

De akten of werken worden/worden niet aangegeven in bijlage I van het decreet van de Waalse Gewestraad van 11 september 1985 of in bijlage II van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van

Indien een andere vergunning (exploitatievergunning, ...) voor hetzelfde voorwerp wordt gevraagd, de datum van de aanvraag en de overheid waarbij die aanvraag werd ingediend vermelden :

2. Vestigingsplaats en project

Naast de krachtens de artikelen 204 tot 228 (bouwvergunningen) of 227 tot 231 (verkavelingsvergunningen) voorgeschreven inlichtingen :

— een opmeting, op een plan op de meest geschikte schaal, van de benaderende omtrek waarbinnen het opgemaakte project door een gewone toeschouwer zal waargenomen worden;

— de andere aard en ingebruikneming van de grond dan bestaande constructies (braakland, onbebouwde terrein, tuin, teelt, grasland, wouden, heide, veenmoerassen, vochtige gebieden, enz.);

— de beknopte beoordeling van de biologische kwaliteit van de plaats;

— de directie en de lozingsplaats van het oppervlaktewater in het rivierenstelsel : huidige en geplande toestanden, raming van de aanvullende omvang voor de belangrijke projecten;

— de eventuele waterlopen, vijvers, bronnen, en waterwinningen;

— de omvang en het traject van het voorzienbaar aanvullend verkeer;

— de oorsprong en de aard van de eventuele grondophogingen;

— de aard, hoeveelheid en afvoer- of verwijderingswijze van de vloeibare of gasafval en van de vaste afval die naast het gewoon afvalwater en de huishoudelijke afvalstoffen eventueel geproduceerd worden.

3. Beoordeling en verantwoording

Benaderend invloed van het project, verantwoording (architecturale, technische, ecologische, economische verantwoording, enz.) van de keuze en van de verwachte doeltreffendheid van de eventuele palliërende of beschermende maatregelen of van het gebrek aan deze maatregelen in de volgende vakken :

— integratie in het bebouwde en onbebouwde kader : risico van een breukeffect in het natuurlijke landschap of naar verhouding tot de kenmerken van het traditioneel woonmilieu van het gewest of van de wijk (bovenmatige of onvoldoende dichtheid, verschil naar verhouding van de vestiging, de oriëntatie, het profiel, de samenstelling van de voorgevels, de bouwstoffen en de andere architecturale kenmerken van de in de vestigingsplan vermelde naburige constructies)

— verenigbaarheid van de geplande activiteit met de nabuurschap (aanwezigheid van een school, van een ziekenhuis, enz.)

— lozingen in het oppervlakte- of in het grondwater : evaluatie van het zuiverings- en/of afvoersysteem van het afvalwater en van de andere uitstromende vloeistoffen of kwelstromen;

— gasuitstralingen : luchtverontreiniging en reukhinder;

— geluidsniveau van de geplande activiteiten;

— effecten op de fauna en de flora;

— wijziging in de waterhuishouding;

— erosie;

— effecten van het voorzienbaar bijkomende verkeer : wijziging in de vloed van het lokale verkeer, zichtbaarheid van de uitgang op her weg, risico's voor de voetgangers en fietsers;

— nuttigheid of noodzakelijkheid van eventuele slopingen en/of van het vellen van bomen;

— risico's van andere eventuele hinder.

Namen, 31 oktober 1991.

Gezien om bij het besluit van de Executieve van 31 oktober 1991 houdende uitvoering van het decreet van 11 september 1985 houdende regeling van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest te worden gevoegd.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST

De Minister van Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

E. HISMANS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Nieuwe Technologieën
en Buitenlandse Betrekkingen voor het Waalse Gewest,

A. LIENARD

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

Bijlage II

PROJECTEN WAARVOOR EEN MILIEU-EFFECTENONDERZOEK IS VEREIST

Opmerking : in de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder gevoelig gebied :

1° onder de gebieden bepaald in de artikelen 167 tot 183 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw :

— de woongebieden;

— in de landelijke gebieden : de groengebieden en de gebieden waarvoor een bijkomende bepaling met betrekking tot :

* hun landschappelijke waarde;

* hun toeristische waarde in het gewestplan wordt aangegeven.

— de recreatiegebieden;

2° de krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1987 betreffende de bescherming van het onroerend cultureel patrimonium beschermde landschappen;

3° de natuurparken opgericht krachtens het decreet van de Waalse Gewestexecutieve van 16 juli 1985 betreffende de natuurparken;

4° de natuurreservaten opgericht krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

5° de bijzondere beschermde gebieden bepaald in uitvoering van het besluit van de Waalse regionale Gewestexecutieve van 12 november 1987.

1. Landbouw en voedings- en genotmiddelenindustrie

Installaties bestemd voor het fokken of het mesten van pluimvee en voor de produktie van eieren die meer dan 20 000 dieren omvatten;

— Varkensstallen met meer dan 500 dieren gelegen op minder dan 300 meters van een woongebied of op ten minste 500 meter van een ondergrondse waterwinning; varkensstallen met meer dan 1 000 dieren gelegen buiten deze gebieden;

— Veeteelten met meer dan 250 dieren gelegen op minder dan 300 meters van een woongebied of op ten minste 500 meter van een ondergrondse waterwinning; varkensstallen met meer dan 500 dieren gelegen buiten deze gebieden;

— Visteelten met een nettoproduktievermogen van meer dan 100 ton per jaar;

Conservenfabrieken van dierlijke en plantaardige produkten met een produktievermogen van meer dan 50 000 ton van eindprodukten per jaar;

— Slachthuizen;

2. Winningsbedrijven

Installaties bestemd voor de afscheiding van asbest, alsmede voor de behandeling en de verwerking van asbest en asbesthoudende produkten : voor produkten vervaardigd in asbestcement, met een jaarproduktie van meer dan 20 000 ton eindprodukten; voor remvoeringen met een jaarproduktie van meer dan 50 ton eindprodukten, alsmede voor andere toepassingsmogelijkheden van asbest met een gebruik van meer dan 200 ton per jaar;

Winningsoperaties en hun infrastructuur die de volgende gewonnen hoeveelheden overschrijden :

a) voor de winning van steenkool : 250 000 ton per jaar;

b) voor de winning van metaalertsen : 100 000 ton per jaar;

Installaties voor de winning van bruinkool;

Ontsluiting van steenberggen indien de oppervlakte van de exploitatieplaats groter is dan 15 ha;

Groeven, zoals bepaald in artikel 2 van het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven, waarvan de oppervlakte, met uitzondering van de bijhorigheden, 25 ha overschrijdt;

Cementfabrieken en kalkoven (voor zover die oven niet in een andere installatie inbegrepen worden);

3. Energiebedrijven

Thermische centrales en andere verbrandingsinstallaties met een warmtevermogen van ten minste 300 mW, met inbegrip van de omzetting van zulke installaties ten einde zij met een andere brandstof dan die voorzien in de exploitatievoorwaarden waarover de exploitant beschikt, mag functioneren;

Windmolen met een totaal geïnstalleerd vermogen van meer dan 1 megawatt;

Opslaginstallaties of installaties voor de agglomeratie van steenkool met een opslagvermogen van meer dan 100 000 M³;

Verbrandingsinstallaties met een vermogen groter dan 3 thermische megawatts die andere brandstoffen dan aardgas, oliegas, kookovenegas, hoogovenegas of gas van raffinaderijen, fuel met minder dan 3 % zwavel, steenkool of kook gebruiken;

Installaties voor de produktie van hydro-electrische energie met een totaal geïnstalleerd vermogen van 5 megawatts;

4. Metaalbewerking

Installaties voor de behandeling van de oppervlakte van metalen door smelting, bad of spuiting, met een behandelingsvermogen van meer dan 100 000 ton ruw materialen per jaar;

Hoogovenbedrijven voor de produktie van ruwijzer en staal die op een onafgebroken geheel van kadastrale percelen alle ertsverwerkings- en vervaardigingsfasen van het produkt omvatten;

Niet-geïntegreerde hoogovenbedrijven die aan het hoogovenproces van ruwijzer of staal deelnemen en die de volgende produktievermogen overschrijden :

a) voor de ertsinterings- en ertspelletiseringseenheden : 3,2 miljoen ton per jaar;

b) voor de cokesovenbedrijven : 1 miljoen ton hoogovenskooks per jaar;

c) voor de hoogoven : 2 miljoen ton ruwijzer per jaar;

d) voor de staalfabrieken die met zuurstof functioneren : 2,5 miljoen ton staal per jaar;

e) voor de elektrische staalfabrieken : 1 miljoen ton staal per jaar;

Gieterijen van nonferrometalen met een produktievermogen van meer dan 100 000 ton nonferrometalen per jaar en elke installatie die meer dan 10 000 ton kringloopprodukten per jaar gebruiken;

5. Glasfabrieken

Glasfabrieken die de volgende produktiehoeveelheden overschrijden :

- a) voor het kalknatriumglas : 100 000 ton per jaar;
- b) voor het silicaat-boorglas of voor het speciaal glas : 30 000 ton per jaar;

6. Chemische industrie

Petrochemische installaties of installaties afgeleid van de cracking of van de carbonisering van aardolie, LPG of van andere aardgasderivaten met een produktievermogen van meer dan 500 000 ton per jaar;

— Verwerkingsinstallaties door chemische processen;

1) van onverzadigde aliphatische koolwaterstoffen met ten minste 5 koolstofatomen per molecule;

2) van onverzadigde cyclische koolwaterstoffen, aromatisch of niet, met ten minste 9 koolstofatomen per molecule;

en met een produktievermogen van meer dan 100 000 ton per jaar;

— Fabrieken van fenol, zwavelkoolstof of van mercaptaan met een produktievermogen van meer dan 10 000 ton per jaar;

— Fabrieken van amine en van organische halogeenvbindingen met een produktievermogen van meer dan 30 000 ton per jaar;

Installaties voor de hantering of de produktie van titaandioxyde;

Industriële installaties bestemd voor de verbranding van organische chloor-, fluor- of fosforverbindingen;

Raffinaderijen van ruwe aardolie (met uitzondering van de bedrijven die uitsluitend smeermiddelen uit ruwe olie vervaardigen), alsmede de installaties voor de vergassing en vloeibaarmaking van ten minste 500 ton steenkool, bitumineuze schisten, asfaltzand en van bruinkool per dag;

Chemische installaties die op een onafgebroken geheel van kadastrale percelen verschillende eenheden omvatten;

eenheden die inzake behoeften aan grondstoffen en aanwendingsvermogen van de geproduceerde stoffen elkaar complementaire zijn;

7. Papierindustrie

Installaties voor de produktie van cellulose, papierstof, karton of van papier met een produktievermogen van meer dan 50 000 ton eindproducten per jaar;

8. Infrastructuurprojecten en andere projecten

Aanleg van autosnelwegen, autowegen met vier rijstroken en van spoortrajecten voor spoorverkeer over lange afstand, alsmede van vliegvelden met een start- en landingsbaan van of langer dan 1200 M, met inbegrip van de verlenging van bestaande banen boven die afstand, alsmede de lustvliegvelden;

Zeehavens, alsmede waterwegen en havens voor de binnenvaart, bevaarbaar voor schepen van meer dan 1 350 ton, alsmede elke verhoging van de doorvaartopening die de wijziging van een kunstwerk of van de oevers eist;

Afvalverwijderings- of afvalverwerkingsinstallaties door verbranding, chemische omzetting of opslag in de grond van giftige en gevaarlijke afvalstoffen;

Valorisatie-, verwerkings- en verwijderingscentra van afvalstoffen, met uitzondering van stortplaatsen, die indien het behandelingsvermogen meer dan 100 000 ton per jaar bedraagt, in een stortplaats van klasse II kunnen worden gestort;

— stortplaatsen van klasse II;

— verwijderingscentra van afval afkomstig van ziekenhuizen;

Stuwdammen of waterspiegels met een oppervlakte van meer dan 1 ha gelegen in een gevoelig gebied en van 10 ha in de andere gebieden;

Constructie van tram- of metrolijnen, aan de oppervlakte of ondergronds, met vaste structuren voor het personenvervoer voor zover die lijnen minimum 1 km lang zijn;

Infrastructuur voor het vervoer van gas of vloeistoffen in bovengrondse leidingen wanneer zij een gevoelig gebied zijn op een afstand langer dan 1 km oversteken of wanneer zij buiten de bestaande industriegebieden op minder dan 300 m van een beschermd gebied, worden ingericht;

Bovengrondse assemblage van band- en manutentietransporteurs die andere gebieden dan industrie- en winningsgebieden op een afstand van meer dan 1 km oversteken;

Spoorweginfrastructuur waar garage-, sorterings-, vormings-, ladings- of ontladingsoperaties worden verricht, die buiten de industrie- of winningsgebieden en op minder dan 50 m van een woon- of uitbreidingswoongebied zijn gelegen;

Omlopen of terreinen permanent gebruik voor de inrichting van wedstrijden, training- en oefenritten van motorvoertuigen;

Golfterreinen;

De in artikel 254 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening bedoelde verkavelingen;

Bouw van infrastructuur voor de aanleg van terreinen bestemd voor de vestiging van industriële of ambachtelijke bedrijven indien de oppervlakte van die terreinen groter is dan 10 ha;

Vakantiedorpen, verblijfparken en campings waarvan de oppervlakte groter is dan 10 ha of met meer dan 50 gebouwen of plaatsen;

— Toeristische of recreatiecomplexen waarvan de oppervlakte groter is dan 10 ha of die meer dan 2 000 personen per dag kunnen ontvangen;

Zuiveringsstations van stedelijke afvalwater met een vermogen van meer dan 25 000 equivalenten-inwoners indien zij in een gevoelig gebied zijn gelegen en van meer dan 50 000 equivalent-inwoners in de andere gebieden;

Industriële ovens met een vermogen groter dan 3 thermische megawatts, met uitzondering van die uitsluitend bestemd voor de verhitte van metalen en met uitzondering van de ovens bedoeld elders en die deel uitmaken van andere installaties;

Droogkamers met een vermogen groter dan 3 thermische megawatts met uitzondering van die bedoeld elders die in andere installaties zijn gelegen;

Werkplaatsen en ruimten voor het spuiten van verf, met de hand of automatisch, met een verstuivingsvermogen groter dan 100 kg van organische oplosmiddel per uur;

Gezien om bij het besluit van de Executieve van 31 oktober 1991 houdende uitvoering van het decreet van 11 september 1985 houdende regeling van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest te worden gevoegd.

Namen, 31 oktober 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST

De Minister van Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

E. HISMANS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Nieuwe Technologieën
en Buitenlandse Betrekkingen voor het Waalse Gewest,

A. LIENARD

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

—
—
—
Bijlage III
—

MILIEU-EFFECTBEOORDELINGSONDERZOEK

RAADPLEGING VAN HET PUBLIEK

BERICHT AAN DE BEVOLKING

Het gemeentebestuur van(stad/gemeente) brengt hierbij ter kennis van de bevolking dat (de publiekrechtelijke persoon) een aanvraag om, op de volgende plaats, alsmede het in het decreet van bepaalde voorafgaande milieu-effectbeoordelingsrapport heeft ingediend.

Die aanvraag moet nog het voorwerp zijn van een milieu-effectonderzoek.

Ten einde dit onderzoek met de wensen van de bevolking rekening houdt, worden alle burgers verzocht :

1° van het dossier van de aanvraag, met inbegrip van het milieu-effectbeoordelingsrapport op het volgende adres tijdens de volgende uren kennis te nemen;

2° de door het gemeentebestuur op het volgende adres, op de volgende data en uren georganiseerde informatievergaderingen bij te wonen;

3° alternatieve voorstellen voor het project van de aanvrager schriftelijk voor(datum) bij (gemeentebestuur) in te dienen.

De Burgemeester,

De Gemeentesecretaris,

Namen, 31 oktober 1991.

Gezien om bij het besluit van de Executieve van 31 oktober 1991 houdende uitvoering van het decreet van 11 september 1985 houdende regeling van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest te worden gevoegd.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST

De Minister van Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

E. HISMANS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Nieuwe Technologieën
en Buitenlandse Betrekkingen voor het Waalse Gewest,

A. LIENARD

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

Bijlage IV

MILIEU-EFFECTONDERZOEK

OPENBAAR ONDERZOEK

BERICHT AAN DE BEVOLKING

Het gemeentebestuur van(stad/gemeente) brengt hierbij ter kennis van de bevolking dat een openbaar onderzoek betreffende het volgende project : geopend wordt op de volgende plaats

Dit project werd ingediend door bij de (gemeentebestuur) in het kader van een aanvraag om

Die aanvraag werd onderworpen aan het door het decreet van 11 september 1985 opgelegde milieu-effectonderzoek.

De bevolking wordt verzocht :

1° van het aan openbaar onderzoek voorgelegde dossier, op het volgende adres, tijdens de volgende uren, kennis te nemen;

2° haar bezwaren en opmerkingen schriftelijk voor (datum) bij in te dienen;

Elke zending moet de naam, het adres en de handtekening van de eiser bevatten.

3° aan de op (datum) op het volgende adres, omuur georganiseerde overlegvergadering deel te nemen;

De lijst van de eisers zal aangeplakt worden vanaf (datum). De eisers zullen negen afgevaardigden moeten aanwijzen die bij de overlegvergadering hen zullen vertegenwoordigen.

Indien het aantal personen die opmerkingen of bezwaren hebben ingediend kleiner is dan 25, zal de overlegvergadering afgeschaft worden.

De Burgemeester,

De Gemeentesecretaris,

Namen, 31 oktober 1991.

Gezien om bij het besluit van de Executieve van 31 oktober 1991 houdende uitvoering van het decreet van 11 september 1985 houdende regeling van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest te worden gevoegd.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST

De Minister van Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

E. HISMANS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Nieuwe Technologieën
en Buitenlandse Betrekkingen voor het Waalse Gewest,

A. LIENARD

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

Bijlage V

MILIEUEFFECTONDERZOEK

GENOMEN BESLISSING

BERICHT AAN DE BEVOLKING

Het gemeentebestuur van brengt ter kennis van de bevolking dat de aanvraag om machtiging ingediend op (datum) door de heer bij (gemeentebestuur), met het oog op op de volgende plaats wordt aangenomen/geweigerd.

De bevolking kan de genomen beslissing geraadplegen :

op het volgende adres :
tijdens de volgende openingsuren :

De Burgemeester,

De Gemeentesecretaris,

Namen, 31 oktober 1991.

Gezien om bij het besluit van de Executieve van 31 oktober 1991 houdende uitvoering van het decreet van 11 september 1985 houdende regeling van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest te worden gevoegd.

Namen, 31 oktober 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST

De Minister van Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

E. HISMANS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Nieuwe Technologieën
en Buitenlandse Betrekkingen voor het Waalse Gewest,

A. LIENARD

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

AUTRES ARRÊTÉS — ANDERE BESLUITEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION
DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISEEnseignement supérieur de la Recherche scientifique
Ordres nationaux. — Promotions. — Nominations

Par arrêté royal du 11 juin 1991 :

— Est promu Commandeur de l'Ordre de Léopold :

M. Daco, Paul Marie Louis, directeur d'administration à l'Université de Mons. Prise de rang le 8 avril 1991.

Il portera la décoration civile.

— Est promu Officier de l'Ordre de Léopold :

M. Liebin, Claude, conseiller à la Faculté polytechnique de Mons. Prise de rang le 15 novembre 1987.

Il portera la décoration civile.

— Sont nommés Officier de l'Ordre de Léopold :

M. Choffray, Jean-Marie, professeur ordinaire à l'Université de Liège. Prise de rang le 8 avril 1991;

M. Klener, Julien, chargé de cours à l'Université de Liège. Prise de rang le 8 avril 1991;

M. Thonart, Philippe Charles Emile, professeur ordinaire à la Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux. Prise de rang le 8 avril 1991.

Ils porteront la décoration civile.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER EN MINISTERIE VAN
ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING VAN DE FRANSE
GEMEENSCHAPHoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek
Nationale Orden. — Bevorderingen. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 11 juni 1991 :

— Wordt bevorderd tot Commandeur in de Leopoldsorde :

de heer Daco, Paul Marie Louis, bestuursdirecteur « Université de Mons ». Ranginneming : 8 april 1991.

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

— Wordt bevorderd tot Officier in de Leopoldsorde :

de heer Liebin, Claude, adviseur « Faculté polytechnique de Mons ». Ranginneming : 15 november 1987.

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

— Worden benoemd tot Officier in de Leopoldsorde :

de heer Choffray, Jean-Marie, gewoon hoogleraar « Université de Liège ». Ranginneming : 8 april 1991;

de heer Klener, Julien, docent « Université de Liège ». Ranginneming : 8 april 1991;

de heer Thonart, Philippe Charles Emile, gewoon hoogleraar « Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux ». Ranginneming : 8 april 1991.

Zij zullen het burgerlijk ereteken dragen.